Annexe 6 : Réalisations

LISTE PUBLICATIONS DANTE
AERES

(2008-2013)

1. PUBLICATIONS

1.1. Ouvrages : monographie et direction.

BENABOU V.L., CHAGNY M. (dir.), *La confiance en droit privé des contrats*, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2008.

BERNARD C., *Droit des personnes, de la famille et des majeurs protégés*, Lextenso Gualino, Collection Tweetcours, à paraître en septembre 2013

BERNARD C., ANNALES *Introduction au droit et droit civil* 2009, Méthodologie et sujets corrigés, sous la direction de Thierry Garé, Dalloz (Mise à jour en 2010 et 2011)

CHAGNY M., *Droit des assurances* (avec L. Perdrix), LGDJ, coll. Manuels, 2e édition, 2012

CHAGNY M., *Livre vert sur le droit européen des contrats – Réponses du réseau Trans Europe Experts,* Préface de B. Fauvarque-Cosson et J. Rochfeld, Coll. Trans Europe Experts, vol. 1, 2011, (dir. avec M. Behar-Touchais)

CLAVEL S., *Droit international Privé*, Dalloz, « Hypercours », 3° éd., 2012, 677 p. (éd. précédentes : 2° éd., 2010 ; 1ère éd. 2008).

CLAY T., *Code de l'arbitrage commenté*. LexisNexis, 2013.

CLAY T., *Les lois du sarkozysme*. Odile Jacob, 2013.

CLAY T. (dir.), *Manifeste pour la justice* (avec Pierre Joxe, Christine Lazerges et Jean-Pierre Mignard). Editions du Cherche-Midi, coll. Documents, 2012.

CLAY T., *The French International Law Reports 2009* (avec Philippe Pinsolle). JurisNet, 2012.

CLAY T., *The French International Law Reports 2008* (avec Philippe Pinsolle). JurisNet, 2012.

CLAY T., *El árbitro*. Edition de la Pontificia Universidad Javerinan, coll. Monografías, Bogota, 2012.

CLAY T. (dir.), *Le nouveau droit français de l'arbitrage* (dir.). Actes du colloque du 28 février 2011. Lextenso, 2011.

CLAY T. (dir.), *L'arbitrage : principes et pratiques* (dir.), Les Cahiers du Conseil National des Barreaux, octobre 2011.

CLEMENT-FONTAINE M., *L'œuvre libre*, préface de Michel Vivant, Larcier 2013.

CLEMENT-FONTAINE M., *La licence publique générale GNU,* préface de Michel Vivant, Éditions

universitaires européennes 2012.

CONSTANTIN A., *Droit des sociétés - droit commun et droit spécial,* Dalloz, coll. Mémentos, 270 pages, 5ème éd. 2012.

D'ALTEROCHE B., *Mélanges en l'honneur d'Anne Lefebvre-Teillard*, éd. B. d'Alteroche, F. Demoulin-Auzary, O. Descamps et F. Roumy, Paris, 2010, éd. Panthéon-Assas.

DE FONTMICHEL M., *Le faible et l'arbitrage*, préface de Thomas Clay, éd. Economica, 2013, pp. 1-510.

DESIDERI J.P., *Droit de l'Environnement,* éditoriale Foucher 2011.

JAULT-SESEKE F., *Droit des personnes et de la famille*, Coll. Mémento, Dalloz, 2012 (mise à jour de l'ouvrage de P. Courbe).

JAULT-SESEKE F., Coordination des Mélanges dédiés à Patrick Courbe, *Le droit entre tradition et modernité*, Dalloz 2012.

MALAURIE-VIGNAL M., *Droit de la distribution*, 2ème éd., Sirey-Dalloz*,* 2012.

MALAURIE-VIGNAL M., *Droit de la concurrence interne et européen*, 5ème éd., Sirey -Dalloz*,* 2011.

NEYRET L. et REBOUL-MAUPIN N. (dir.), *Déclaration pour la protection juridique de l'environnement* , L'Harmattan, 2009.(153 p.)

REBOUL-MAUPIN N., *Droit commercial général : Introduction- Commerçants- Actes de commerce- Sociétés- Fonds de commerce- Bail commercial- Sociétés*, Coll. Vuibert-DYNASUPDROIT, en collaboration avec V. Lasbordes-De Virville, à paraître juin 2013 (Tome 1) (350 pages)

REBOUL-MAUPIN N., *Droit des biens*, Hyper cours Dalloz, *4e éd., 2012,* (617 pages)*.*

SAUPHANOR-BROUILLAUD N., *Les contrats de consommation – Règles communes***,** avec le concours de E. Poillot, C. Aubert de Vincelles et G. Brunaux, LGDJ, coll. Traité de droit civil sous la direction de J. Ghestin, 2012 (1126 pages).

1.2. Participations à des ouvrages collectifs

BENABOU V.-L., « Marchés de l'occasion, propriété intellectuelle et innovation technologique », in *Mélanges Schmidt à paraître*

BENABOU V.-L., « The Chase (P2P) », in *Copyright Enforcement in the Cyberspace*, ouvrage coll. sous la dir. Irini Stamatoudi, Kluwer, 2011.

BENABOU V.-L., « La non-discrimination à raison de la nationalité en droit d'auteur », in *Mélanges en l'honneur de Georges Bonet,* Litec-IRPI, septembre 2010.

BENABOU V.-L., « Le "libre" » in *Les concepts émergents du droit des affaires,* sous la dir. E. Le Dolley, juin 2010.

BERNARD C., ANNALES *Introduction au droit et droit civil* 2012, Méthodologie et sujets corrigés, sous la direction de Thierry Garé, Dalloz.

BERNARD C., « Naître sans mère. Et le père ? », *in Mélanges en l'honneur du Pr. Gérard Champenois*, Editions Defrénois, 2011, p. 27 à 35 (9 pages).

BOUGLÉ-LE ROUX C., Collaboration au manuel *Histoire du Droit des obligations*, Lexis-Nexis, 2011, pour la partie XIXème siècle, 2ème éd., pp. 206-290.

BOUGLÉ-LE ROUX C., « Code d'instruction criminelle de 1808 », in *La procédure et la construction de l'Etat en Europe, (XVIème-XIXème siècle), recueil de textes présentés et commentés*, Presses Universitaires de Rennes, 2011, pp. 603-662.

BOUGLÉ-LE ROUX C., « L'hermine et la pourpre, La Cour souveraine de Rennes et la Cour de cassation au XIXème siècle », in *Le pouvoir et la foi au Moyen-Age en Bretagne et dans l'Europe de l'Ouest*, *Mélanges en mémoire du Pr. Hubert Guillotel*, Presses universitaires de Rennes 417-433, 2008.

BOUGLÉ-LE ROUX C., « Se saisir des méchants ou régénérer leurs âmes ? La lettre et l'esprit du Code d'instruction criminelle de 1808 », in *Modèles français, enjeux politiques et élaboration des grands textes de procédre en Europe*, s.d. J. Hautebert & S. Soleil, t. II, 35-49, 2010.

CHAGNY M., « Quel (s) modèle (s) pour un droit européen des pratiques commerciales déloyales entre professionnels ? », *in Quelle évolution pour le droit européen des pratiques commerciales déloyales ?,* Larcier 2012, p. 145

CHAGNY M., *«* Il private enforcement in Francia è allineato alla posizione UE ? *», In I rimedi civilistici agli illeciti anticoncorrenziali* (Private enforcement of competition law »), CEDAM, Milan, 2012, p. 235

CHAGNY M., « Catégories juridiques contractuelles et droit européen de la concurrence », in *Vers un droit européen des contrats spéciaux*, Larcier 2011, p. 89 et s.

CHAGNY M., « La fiscalité applicable aux couvertures complémentaires et la distorsion de concurrence » (avec Ph. Poiget, directeur juridique de la FFSA), *in Assurance et protection sociale,* 27 septembre 2010, cycle *Risques, Assurances, Responsabilités* 2009 – 2010, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2011

CHAGNY M., « Concurrence et compétition » (avec C. Lucas de Leyssac), *in Les concepts émergents en droit des affaires* (dir. E. le Dolley), LGDJ Droit et économie, 2010, p. 93

CHAGNY M., « Les nouveaux défis du droit de la concurrence : préserver la concurrence du commerce électronique sans excès de compétition », *in Les nouveaux défis du commerce électronique* (dir. J. Rochfeld)*,* LGDJ, 2010, p. 111

CHAGNY M., « La prime à la dénonciation (clémence et repentis) », *in La dénonciation,* Colloque du CEDAG, coll. Etudes juridiques vol. 32, Economica, 2010, p. 137

CHAGNY M., « Conflict(s) between economic efficiency and effective administrative or/and judicial process », Conférence ASCOLA « *Economic theory and competition law »,* 2d Ascola conference, 8-9 déc. 2006, Edward Elgar Publishing Ltd 2009 (ed. J. Drexl, L. Idot et J. Monéger), p. 236

CHAGNY M., « La confiance dans les relations d'affaires », *La confiance en droit privé des contrats,* Colloque organisé par le laboratoire Dante de l'Université de Versailles-Saint Quentin-en-Yvelines, 22 juin 2007, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2008, p. 35

CONSTANTIN A., « La gratuité en droit de l'entreprise » (avec D. Gallois-Cochet), in ouvrage collectif sur La gratuité ; la réception par le droit d'un concept polymorphe, Actes du colloque Organisé par le CEDAG Paris V et la Faculté de droit de Besançon, Besançon, 4 et 5 octobre 2012 (actes du colloque à paraître très prochainement).

CLAVEL S., « Les mutations de l'office du juge à l'aune du développement des règles de droit international privé supranationales », in , *La coordination des justices étatiques*, E. Pataut, S. Bollée, L. Cadiet, E. Jeulant (dir.), Ed. IRJS, 2013, p. 57-71.

CLAVEL S., « Le renouvellement des méthodes d'enseignement dans un contexte de concurrence entre établissements d'enseignement supérieur juridique », *in Quelle pédagogie pour l'étudiant juriste ?,* M. Flores-Lonjou, C. Laronde-Clérac, A. de Luget (dir.), , Bruylant, 2012, p.263-273.

CLAVEL S., "L'harmonisation des règles de compétence et des procédures de règlement des conflits », *in L'espace judiciaire européen civil et pénal : regards croisés,* F. Jault, J. Lelieur, Ch. Pigache (dir), Dalloz, 2009, p. 45-61.

CLAVEL S., « The regulatory function of choice of law rules applying to contracts for services in the European Union », *in The Regulatory Function of European Private Law,* F. CAFFAGI, H. MUIR-WATT,, Edward Elgar Publishing Ltd, 2009, p. 62-87.

CLAVEL S., « La confiance dans les instruments internationaux et européens de droit uniforme », *in La confiance en droit privé des contrats,* VL Benabou, M. Chagny (dir),, Dalloz, 2008, p. 11-33.

CLAY T., « ¿Quiénes son los árbitros internacionales? Aproximación sociológica », in C. A. Soto Coaguila (sous la dir. de) : *Tratado de derecho arbitral*. Tome III « Los arbitros ». Javeriana, Instituto peruano de arbitraje y Ibañez, 2013.

CLAY T., « A quoi sert le siège du tribunal arbitral ? », in F. Horchani (dir.) *Le juge et l'arbitrage*, Pedone, 2013 (à paraître).

CLAY T., « Justice publique et arbitrage : hier et aujourd'hui » (avec Carine Jallamion), in L. Cadiet, S. Sauchy et J.-L. Halperin (dir.) : Itinéraires d'histoire de la procédure civile, IRJS Editions, coll. Les voies de droit, 2013 (à paraître).

CLAY T., « L'écrit, la parole et l'image dans les modes alternatifs de règlement des conflits », in S. Gaboriau et H. Pauliat (sous la direction de) : La parole, l'écrit et l'image en justice : quelle procédure au XXIe siècle ? PULIM, coll. Entretiens D'Aguesseau, 2011, p. 61.

CLAY T., « Historia del acuerdo arbitral en Código civil francés », in C. A. Soto Coaguila (sous la dir. de) : *Tratado de derecho arbitral*. Tome II « El Convenio arbitral ». Javeriana, Instituto peruano de arbitraje y Ibañez, 2011, p. 401.

CLAY T., « Le Professeur Serge Lazareff », *in Liber amicorum en l'honneur de Serge Lazareff*. Editions Pedone, 2011, p. 115.

CLAY T., « Le fabuleux régime du recours en révision contre les sentences arbitrales », in Justice et droit du procès. Du légalisme procédural à l'humanisme processuel. Mélanges offerts en l'honneur de Serge Guinchard, Dalloz, 2010, p. 651.

CLAY T., « L'arbitrage, justice du travail », in M. Keller (sous la dir. de) : Procès du travail. Travail du procès. LGDJ, coll. Bibliothèque de l'Institut André Tunc, vol. 16, 2008, p. 99.

CLAY T., « José Emilio Pinto, citoyen du monde », in *Mélanges offerts en l'honneur de José Emilio Pinto*, São Paulo, 2008.

CLEMENT-FONTAINE M., « Le renouveau des biens communs : des biens matériels aux biens immatériels »*, in Les modèles propriétaires (*LGDJ) pp .51-67 (26p.), 2012.

CLEMENT-FONTAINE M., « Définition et cadre juridique de la preuve numérique *»* et *Synthèse* in *Actes du colloque « La preuve numérique à l'épreuve du litige* CNEJITA, avril 2010 pp. 9-19 et pp. 81-86.

D'ALTEROCHE B., « Le clerc fornicateur dans le *Liber extra* jusqu'au milieu du XIIIe siècle », à paraitre dans *Proceeding of the* XIVe International Congress of Medieval canon Law, Toronto, 5-12 août 2012.

D'ALTEROCHE B., « Jean Gaudemet Historien du droit », à paraître dans *L'œuvre scientifique de*

Jean Gaudemet, Actes du colloque international du 26-27 janvier 2012, à paraître aux éditions Panthéon-Assas (s.d.)

D'ALTEROCHE B., « De l'interprétation favorable du doute à l'interprétation favorable de la loi pénale : recherches sur les origines canoniques d'un principe », dans *Der Einfluss der Kanonistik auf die europäische Rechtskultur*, Bd. 3, *Strafrecht und Strafprozeß*, dir. O. Condorelli, F. Roumy, M. Schmoeckel, Köln-Weimar-Wien, 2012, p. 135-168

D'ALTEROCHE B., « Un exemple d'immunité pénale : l'asile ecclésiastique », dans *Les immunités pénales. Actualités d'une question ancienne*, dir. G. Clément et J. Lefebvre, CEPRISCA coll. Colloques, PUF, 2011, p. 9-29.

D'ALTEROCHE B., « Observations sur l'ivresse dans le droit canonique classique », dans *Mélanges en l'honneur d'Anne Lefebvre-Teillard*, B. d'Alteroche, F. Demoulin-Auzary, O. Descamps et F. Roumy (dir.), Paris, éd. Panthéon-Assas, 2010, p. 33-52

GODON L., « Un exemple de la difficile protection des actionnaires minoritaires au sein des groupes internationaux de sociétés : l'expertise de gestion », in *Les groupes internationaux de sociétés*, Economica (à paraître).

GODON L., « Les évolutions de la condition juridique de l'associé à travers le Code de commerce », in *D'un Code à l'autre : le droit commercial en mouvement*, sous la direction de Paul Le Cannu, LGDJ, 2008, p. 221.

JAULT-SESEKE F., *Le droit européen des procédures d'insolvabilité à la croisée des chemins* (dir. F. Jault-Seseke, D. Robine), Actes du colloque organisé à la Faculté de droit de Rouen le 21 septembre 2012. Lextenso, coll. Grands colloques, 2013. Contribution sur « Les relations avec les Etats tiers », p. 103-114.

JAULT-SESEKE F., « Mariages et partenariats enregistrés : critique de la diversité des méthodes de droit international privé » in *Mélanges à la mémoire de Patrick Courbe*, Dalloz 2012, p. 311.

JAULT-SESEKE F., Avec S. Francq, « Les lois de police, une approche de droit comparé », intervention lors du Colloque à l'Université de Bourgogne, Dijon, les 10 et 11 sept. 2010, publié in *Le règlement communautaire « Rome 1 » et le choix de loi dans les contrats internationaux*, Litec, CREDIMI 2011, 357.

JAULT-SESEKE F., « La nationalité comme facteur de rattachement et la distinction entre Etats membres et Etats tiers », in *Droit international privé, Etats membres de l'Union européenne et Etats tiers* Actes du Colloque organisé à Bordeaux, le 13 novembre 2008,, Litec, Débats et Colloques, 2009, p. 21.

JAULT-SESEKE F., En collaboration avec M. Menjucq, « Droit international privé et droit communautaire dans le code de commerce » in *D'un code à l'autre : le droit commercial en mouvement* (dir. P. Le Cannu) LGDJ 2008, p. 393-406.

JAULT-SESEKE F., « L'office du juge en matière de travail international » in *Procès du travail et travail du procès* (dir. M. Keller), LGDJ 2008, p.343-356.

JAULT-SESEKE F., « Le contrat de travail de la personne handicapée en droit international privé et en droit communautaire » in *Les politiques de protection des personnes handicapées en Europe et dans le monde*. Actes de la journée d'étude organisée par l'Atharep-CNRS le 15 mars 2007 sous la direction de A. Boujeka,, Bruylant 2009, p. 301.

JAULT-SESEKE F (avec J. Lelieur), « L'Espace judiciaire européen civil et pénal », in *Les différences d'approche de l'espace judiciaire européen sur les plans civil et pénal,* Regards croisés (dir. F. Jault-Seseke, J. Lelieur, Ch. Pigache), Dalloz, Thèmes et commentaires, 2009, p. 3.

LE FUR A-V., « Principes de fiscalité : IR, IS », in *Pratique juridique et fiscale du patrimoine*, Lexis-nexis, 2008.

LE FUR A-V., « Les nouvelles formes d'immixtion, ou l'émergence d'une immixtion non fautive en droit des sociétés », in ouvrage collectif *Les concepts émergents en droit des affaires*, LGDJ, mai 2010, pp. 295-305.

MALAURIE-VIGNAL M., « La clémence en droit des pratiques de la concurrence » avec le Prof. A. Brunet de l'Univ. Dauphine, in *La dénonciation, droit ou devoir ?,* Centre français de droit comparée, Sté législ.comparée, 2011.

MALAURIE-VIGNAL M., « Régulation et droit des pratiques anticoncurrentielles », in *La régulation*, actes du colloque, 5 et 6 mars 2010, publ. En 2011 par Ass. Tunisienne de droit administratif et Faculté de droit et des sciences politiques de Tunis.

NEYRET L., « La force normative des principes de droit européen de la responsabilité civile » *in La force normative,* C. Thibierge (dir.), LGDJ, septembre 2009, p. 529.

NEYRET L., *Le crime contre l'humanité, Que sais-je ?*, avec M. Delmas-Marty, I. Fouchard, E. Fronza, n° 3863, PUF, 2009

NEYRET L., « Commentaire : Cass. ass. plén., 2 mars 2007 », Annales, Droit civil des obligations 2009, A. Batteur (dir.), Dalloz, 2008.

PETIT B., Contributions à l'ouvrage *Droit du patrimoine. Codes annotés. Juridique, fiscal, financier,* (J. AULAGNIER et M. L. AYNES (dir.) Editions Lamy, 3e édition 2012.

REBOUL-MAUPIN N., « Règlement amiable », Lamy, Droit de la santé, 2006, sous la direction de Mme le professeur A. Laude, *collection Lamy* sous la direction de M. le professeur J. Mestre ; Mise à jour Lamy, 2011, n° 550 (25 pages).

SAUPHANOR-BROUILLAUD N., « Le contrat de consommation et les contrats spéciaux », in *Des contrats civils et commerciaux aux contrats de consommation* », Mélanges en l'honneur du doyen Bernard Gross, PU de Nancy, 2009, p. 305 à 320.

SAUPHANOR-BROUILLAUD N., « La confiance dans les contrats de consommation », in *La confiance en droit privé des contrats,* Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2008, p. 51 à 65.

1.3. Chapitres d'ouvrages et notices de dictionnaires

BERNARD C., Mandats légaux et judiciaires entre époux, Fasc. 550, *Jurisclasseur* « Ingénierie du patrimoine », Editions LexisNexis, 2012 (10 pages).

BERNARD C., Mandat conventionnel entre époux, Fasc. 545, *Jurisclasseur* « Ingénierie du patrimoine », Editions LexisNexis, 2012 (7 pages).

BERNARD C., Mandat à effet posthume, Fasc. 32, *Jurisclasseur* « Ingénierie du patrimoine », Editions LexisNexis, 2012 (10 pages).

BERNARD C., Mandat de protection future, Fasc. 31, *Jurisclasseur* « Ingénierie du patrimoine », Editions LexisNexis, 2012 (11 pages).

BERNARD C., « Donations », Fasc. 1150, *Jurisclasseur* « Ingénierie du patrimoine », Editions LexisNexis, 2011 (9 pages).

BERNARD C., « *Les donations indirectes »,* Fasc. 1205, *Jurisclasseur* « Ingénierie du patrimoine », Editions LexisNexis, 2011 (8 pages).

BERNARD C., « *Donations entre époux et divorce* », Fasc. 1192, *Jurisclasseur* « Ingénierie du patrimoine », Editions LexisNexis, 2010 (8 pages).

BERNARD C., « *Donations entre futurs époux* », Fasc. 1191, *Jurisclasseur* « Ingénierie du patrimoine », Editions LexisNexis, 2010 (6 pages).

BERNARD C., « *Donations entre époux* », Fasc. 1190, *Jurisclasseur* « Ingénierie du patrimoine », Editions LexisNexis, 2010 (9 pages).

BERNARD C., « *Legs* », Fasc. 720, *Jurisclasseur* « Ingénierie du patrimoine », Editions LexisNexis, 2009, (8 pages).

BERNARD C., « *Testament-partage* », Fasc. 710, *Jurisclasseur* « Ingénierie du patrimoine », Editions LexisNexis, 2009 (5 pages).

BERNARD C., « *Testament* », Fasc. 700, *Jurisclasseur* « Ingénierie du patrimoine », Editions LexisNexis, 2009 (8 pages).

BERNARD C., « *L'homoparentalité* », Etude n ° 390, *Encyclopédie LAMY Droit des personnes et de la famille*, mai 2007 / actualisation févr. 2010 (26 pages).

CHAGNY M., « Les ententes illicites », *Jurisclasseur* Concurrence Consommation, 2012 (refonte)

CLAVEL S., Rubrique « Groupement européen d'intérêt économique », *Rép. Dalloz droit communautaire*, 2012.

CLAVEL S., Rubrique « Groupement d'intérêt économique », *Répertoire Dalloz droit international*, juin 2011.

CLAVEL S., F. CAFAGGI,: « Interfirm networks across Europe : A private international law perspective », *in* F. Cafaggi, *Contractual Networks, Inter-firm Cooperation and Economic Growth*, Edward Elgar Publishing, 2011, p. 201-245.

CLAY T., « Le contrat d'arbitre », Procédures 2012, Formules n° 7 et *Jurisclasseur* Procédure civile, Formulaires, 2012.

CLEMENT-FONTAINE M., « L'œuvre libre », n° 1975, *Jurisclasseur* Propriété littéraire et artistique, 2009 (24 p.).

DE FONTMICHEL M., « Arbitraje deportivo », « Orden publico transnacional », in *Enciclopedia juridica del arbitraje en espanol, (dir scientifique* Jorge Luis Collantes González, (à paraître en espagnol, sept. 2013).

JAULT-SESEKE F., « L'appréhension de la responsabilité des groupes de sociétés par le droit international privé : l'exemple du droit du travail et du droit des faillites », Travaux du comité français de droit international privé, Séance du 22 mars 2013, à paraître.

JAULT-SESEKE F., « Commentaire de l'article 5-1 du règlement de Bruxelles I » , *Commentaire Unalex* (version plurilingue), in *Brüssel I-Verordnung Kommentar zur VO (EG) Nr. 44/2001 und zum Übereinkommen von Lugano 2007* (dir. Th. Simons et R. Hausmann), 2012/2013 ; version française à paraître.

JAULT-SESEKE F., « Commentaire des articles 18 à 21 du règlement de Bruxelles I », *Commentaire Unalex* (version française) à paraître.

JAULT-SESEKE F., *Encyclopédie Dalloz*, Droit international, « V° Contrat de travail », refonte 2011.

JAULT-SESEKE F., *Encyclopédie Dalloz*, Droit international, « V° Etranger », mise à jour 2011.

SAUPHANOR-BROUILLAUD N., « Reconduction des contrats de consommation », *Jurisclasseur Concurrence-consommation*, Fasc. 850, LexisNexis SA, à jour au 1er avril 2012 (13 pages)**.**

1.4. Articles dans des revues à comité de lecture

BENABOU V.-L., « Dix ans dans la jurisprudence de la CJUE en matière de droit d'auteur », in numéro spécial de la revue *Propriétés Intellectuelles*, 2012.

BENABOU V.-L., « Arrêt "*Painer* ": la protection par le droit d'auteur d'une photographie de portrait utilisée à des fins de recherche d'une personne disparue »,*journal de droit européen,* juin 2012.

BENABOU V.-L., « Que reste-t-il de la rémunération pour copie privée », *Légipresse*, n° 287 et 288, octobre et novembre 2011.

BENABOU V.-L., « La riposte graduée : entre alibi pédagogique et tentation sécuritaire », *Auteurs et Médias*, 2011.

BENABOU V.-L., « La notion de compensation équitable dans l'arrêt Padawan ou quand la CJUE fait main basse sur les notions du droit d'auteur », *Légipresse*, janvier 2011

BENABOU V.-L., « Chronique de droit d'auteur », *Propriétés Intellectuelles,* Juillet n° 36, 2010.

BENABOU V.-L., « Open Access /Public Access ou Propriété Intellectuelle ? Libre accès ou libre recherche », *Revue Hermes*, septembre 2010.

BERNARD C., (dir.) - « Le désir d'enfant contrarié »*,* Dossier spécial de la *Revue Lamy Droit civil,* nov. 2010.

BERNARD C., « La famille homosexuelle en Europe », *RLDC*. 2012/4873, p. 59 à 63 (5 pages).

BERNARD C., « Prélèvements d'organes post-mortem et incapacité juridique », *Droit fam.* 2012, Etudes 14, p. 9 à 12 (4 pages).

BERNARD C., « Le donneur de sperme : un éternel inconnu pour l'enfant issu d'une insémination artificielle avec donneur », Commentaire de TA Montreuil, 14 juin 2012, *AJ Famille* 2012, 408 (2 pages).

BERNARD C., « Quand le droit des obligations ébranle les obligations du mariage » (Commentaire de Civ. 1ère, 4 nov. 2011, pourvoi n° 10-20.114*), RLDC* 2012/4703, p. 35 à 37 (3 pages).

BERNARD C., « La clause alsacienne, la Cour de cassation et le législateur », Lamy Patrimoine, n° 49, mars 2011, actualités – *RLDC* 2011/4283, p. 53 à 56.

BERNARD C., « Vers la maternité post-mortem ?... », *RLDC* 2010/4027, p. 103 à 104.

BERNARD C., « Donner la vie après la mort ? Quelques réflexions sur la paternité post mortem… », *RLDC* 2010/3885, p. 41 à 45.

BERNARD C., « Nom d'usage de l'enfant et désaccord des parents », *RLDC* 2009/3539, p. 39 à 42.

BERNARD C., « *Les concubins se passent de la loi, mais ils peuvent avoir besoin du juge* », (Commentaire de Civ. 1ère, 24 sept. 2008) : *RLDC* 2008/ 3 427, p. 37 à 41.

BERNARD C., « L'intervention d'un tiers dans la rédaction d'un testament olographe : quand l'assistance devient pression » (Commentaire de Civ. 1ère, 9 janv. 2008) : *RLDC* 2008/ 3160, p. 45 à p. 48.

BERNARD C., « L'hymen jeté sur la place publique » (Commentaire de TGI Lille, 1er avril 2008) : *RLDC* 2008/ 3 063, p. 37 à 39.

BOURSIER M.E, « Secret défense versus réparation des conséquences de la conclusion d'un pacte de corruption », *LPA*, 22 février 2011, n° 37, 14 à 17.

BOURSIER M.E, Actes du colloque « La gestion du risque pénal dans l'entreprise : enjeux d'efficacité économique » du 22 mai 2008, Direction scientifique et avant-propos, *LPA*, 20 novembre 2008.

BOURSIER M.E, « Contentieux de la concurrence : le nécessaire respect du principe de loyauté, *Dalloz* 2008, Etudes et commentaires, 2476.

CHAGNY M., « Rapport introductif », in « Rétrospectives 2012 et prospectives: droit des pratiques anticoncurrentielles et droit des pratiques restrictives », *CCC* 2013, p. 9

CHAGNY M., « Rapport introductif » et «Quel droit français et européen de la distribution : approche prospective », in « Le droit de la distribution en France et en Europe : questions de concurrence », *Lamy droit des affaires* juin 2013 (à paraître)

CHAGNY M., L'accès judiciaire au dossier de l'Autorité de la concurrence après la loi Outremer du 20 novembre 2012, *Dalloz* 2013, p. 851

CHAGNY M., « Le droit européen des contrats en débat », *RTDE* 2011, p 361 et s.

CHAGNY M., « L'article L. 442-6-I-2° du code de commerce entre droit du marché et droit des obligations », *Dalloz* 2011, p. 392

CHAGNY M., « Le nouveau cadre réglementaire européen applicable au secteur automobile : le retour au droit commun aura bien lieu, *ma non troppo* !», in « Le nouveau cadre règlementaire européen applicable au secteur automobile »*, Revue Lamy de la concurrence*, n°26, janvier-mars 2011, p. 125.

CHAGNY M., « Les principes juridiques applicables à la réparation du dommage économique – dialogue entre juristes et experts », *in La réparation du dommage économique,* Congrès national de la Compagnie des experts-comptables de justice, 30 septembre 2011, Nice, *Experts* 2011.

CHAGNY M., « Les nouvelles règles applicables aux restrictions verticales de concurrence – Quels changements pour la distribution en ligne ? », (avec S. Choisy), *JCP G* 2010, 774

CHAGNY M., « Quelle(s) mutation(s) dans la réparation des dommages concurrentiels », *revue Lamy de la concurrence* 2010, n° 22, p. 88

CHAGNY M., « La gestion contractuelle de la rupture au regard des exigences concurrentielles»**,** *RLDA* juill.-août 2010, 51, n° 2980, p. 94

CHAGNY M., « L'utilisation d'Internet dans la distribution en ligne » in *Les nouveaux défis de la distribution automobile,* Jurisprudence automobile – *L'argus de l'assurance*, novembre 2010, p. 27

CHAGNY M., « Risques, finance et droit », Rapport introductif au colloque organisé par le laboratoire DANTE sur le *Risque financier*, *Revue de droit bancaire et financier* novembre-décembre 2010, n° 29, p. 29

CHAGNY M., « Le droit des contrats, instrument d'une forme nouvelle de régulation économique », (avec Cl. Lucas de Leyssac), *RDC* 2009, p.1268

CHAGNY M., « Le contrôle des clauses abusives en droit de la concurrence », *RDC* 2009, p. 1642

CHAGNY M., « De l'assouplissement du régime des offres liées à l'avènement d'un droit du marché ? », *Dalloz* 2009, chr. p. 2561

CHAGNY M., « Une (r)évolution du droit français de la concurrence ? – A propos de la loi LME du 4 août 2008», *JCP* 2008, I, 196

CHAGNY M., « L'application dans le temps du nouveau droit des pratiques restrictives de concurrence », *CCC* novembre 2008, p. 36

CHAGNY M., « Mobiliser la concurrence, les entrepreneurs, etc. A propos du projet de loi de modernisation de l'économie », *JCP* 2008, I, 319

CHAGNY M., « Regards juridiques sur la modernisation des relations commerciales (acte II) », « Loi « Chatel I » : une nouvelle étape dans les relations producteurs/distributeurs, Points de vue croisés », *Concurrences* n°1-2008

CHAGNY M., « Le droit des obligations dans l'ordre concurrentiel », Conférence, Université de Hokkaido, Japon, 24 novembre 2006, 2008, *The Hokkaido Law review, vol. 58, Januray 2008, n° 5, p. 396 (en langue japonaise)*

CHAGNY M., « Le droit de la responsabilité dans le droit de la concurrence », Conférence-débat, Université de Tokyo, Japon, 22 novembre 2006, *The Hokkaido Law review,* vol. 58, Januray 2008, n° 5, p. 362 (en langue japonaise)

CHAGNY M., « Un nouveau droit des pratiques restrictives de concurrence après la Loi de modernisation de l'économie ? », *revue de l'ACE*, décembre 2008, n° 106, p. 37

CLAVEL S., « De quelques solutions aux problématiques juridiques posées par l'application du droit de la concurrence dans les réseaux transnationaux de distribution », *Revue Lamy Droit des affaires*, n° spécial supplément Juin 2013 « Le droit de la distribution en France et en Europe : Questions de concurrence », p. 50

CLAVEL S., « La place de la fraude en droit international privé contemporain », *Trav. Com. Fr. DIP* 2010-2012, Pédone, 2013, p. 259-301.

CLAVEL S., « Faut-il avoir peur du juge américain ? », *La Lettre de ConventionS*, Avril 2011, p. 4-5.

CLAVEL S., "Maintien de l'exclusion de l'arbitrage du Règlement de Bruxelles I : oui, mais… », *Petites Affiches*, 23 fév. 2011, n°38, p. 16-21.

CLAY T., « L'arbitre est-il un être normal ? », *Revue de l'arbitrage* 2013 (à paraître).

CLAY T., « La responsabilité des arbitres pour absence d'indépendance », *Revue du Med-Mid*, 2013 (à paraître).

CLAY T., « La reforma del arbitraje en España y Francia: un estudio comparativo » (avec Elena Sevila), *Anuario Español de Derecho Internacional Privado* 2013.

CLAY T., « Liberté, égalité, efficacité ». La devise du nouveau droit français de l'arbitrage. Commentaire article par article (1re partie)", *Clunet* 2012, p. 443.

CLAY T., « Liberté, égalité, efficacité ». La devise du nouveau droit français de l'arbitrage. Commentaire article par article" (2e partie), 2012, p. 815.

CLAY T., « Le règlement arbitral des litiges nés de la cession de parts sociales », *Petites Affiches* 2012, n° 108, p. 46.

CLAY T., « L'appui du juge à l'arbitrage », *Paris Journal of International Arbitration* 2011.331.

CLAY T., « L'arbitrage en droit du travail : quel avenir après le rapport *Barthelemy-Cette* ? », *Droit social*, septembre-octobre 2010, p. 930.

CLAY T., « Presentation of the New Arbitration and Mediation Rules Franco-Arab Chamber of Commerce », *International Journal of Arab Arbitration* 2010, vol. 2 n° 3, p. 55.

CLAY T., « Le rôle de l'arbitre dans l'exécution de la sentence arbitrale », *Bulletin CIA de la CC*I, vol. 20, n° 1, 2009, p. 47.

CLAY T., « La contribution de la doctrine française à l'application de la convention de New York », *Bulletin de l'Association suisse d'arbitrage* 2009, p. 50.
CLAY T., « The Role of the Arbitrator in the Execution of the Award », *ICC International Court of Arbitration Bulletin*, vol. 20, n° 1, 2009, p. 47.

CLAY T., « La sentence arbitrale dans le litige de l'ancien Ministre français Bernard Tapie », *Majalat Atahkim* (Revue arabe de l'arbitrage) 2009, n° 1, p. 13.

CLAY T., « Le siège de l'arbitrage international », entre "*Ordem*" et "*Progresso*" », *Gazette du Palais*, Cahiers de l'arbitrage 2008, n° 2-1, p. 20.

CLAY T., « Le respect de l'environnement : défit du XXIe siècle », *Petites Affiches* 2008, n° 168, p. 7.

CLAY T., « Arbitrage et personne morale de droit public : le grand bazar », *Petites Affiches* 2008, n° 60-61, p. 18. « La convención de Nueva York desde la perspectiva de la doctrina francesa », *Revista internacional de arbitraje* 2008, n° 9, p. 144.

CLAY T., « París, tierra de acogida del arbitraje internacional », note sous Cass. 1re civ., 1er févr. 2005*, Spain Arbitration Review* 2008, n° 3, p. 90.

CLAY T., « A Sede da Arbitragem Internacional : entre "Ordem" e "Progresso" », *Revista brasileira de arbitragem 2008*, n° 17, p. 37.

CLEMENT-FONTAINE M., « Les communautés épistémiques en ligne », *Revue internationale de droit d' auteur*, n°235, janvier 2013, pp. 112-192.

CLEMENT-FONTAINE M., *Synthèse* du colloque « *L'originalité en photographie* » organisé par l'UPP, la SAIF et le Dante (UVSQ), *RLDI* 2011/70, n° 2336 pp. 136-138.

CLEMENT-FONTAINE M., « L'œuvre libre et les libertés fondamentales », *Terminal,* Automne-Hiver 2008-2009, n° 102, pp. 129-137.

CLEMENT-FONTAINE M., « Faut-il consacrer un statut de l'œuvre libre ? », *Propriété Intellectuelle*, janvier 2008, n° 26, pp. 69-76.

CONSTANTIN A., « L'emprise du droit de la concurrence sur le contrat de société : défiance et illustration » (à propos de Cass. com. 30 mai 2012), *Dalloz G.* 2012, 2717.

D'ALTEROCHE B., « Le statut des personnes dans la charte de Lorris à la lumière du droit urbain XIIe-XIIIe siècle », dans *Cahiers de civilisation médiévale*, (à paraître).

D'ALTEROCHE B., « Comment devient-on français. Droit du sol et naturalisation XIIIe-XVe siècles », dans Image de soi, image de l'autre, *Droit et Culture*, (Hors-série), juillet 2011, p. 67-83

DE FONTMICHEL M., « Les sociétés de financement de procès dans le paysage juridique français », *Revue des sociétés*, *Dalloz*, mai 2012, p. 279.

DE FONTMICHEL M., « Les poursuites pénales à l'encontre des employés de sociétés militaires privées », *Revue de la Recherche juridique, Droit Prospectif,* 2009 n°4 p. 1935.

DE FONTMICHEL M., « Arbitrage et actions de groupe – les leçons nord-américaines », *Revue de l'arbitrage*, 2008 n°4, p. 641.

GODON L., « Un associé insolite : le nu-propriétaire de droits sociaux », *Revue des sociétés* 2010, p. 143.

GODON L., « Société par actions simplifiée et obligation triennale de proposer une augmentation de capital réservée aux salariés », *Bulletin Joly* 2009, « Pratique », p. 716.

GODON L., « La condition juridique de l'associé de Société par actions simplifiée », Contribution au dossier « SAS : questions d'actualité », *Bulletin Joly* 2008, p. 239.

JAULT-SESEKE F., « L'amélioration des règles relatives à la litispendance et à la connexité : des avancées en demie teinte », *Petites affiches* 2013, à paraître (chronique du CUREJ).

JAULT-SESEKE F., « Travail et regroupement familial » (Dossier : Famille et travail), *AJ fam*. 2013. 218.

JAULT-SESEKE F., « Vingt ans d'application de la Convention de La Haye sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux », *Revue Lamy Droit Civil* déc. 2012, p. 43-48.

JAULT-SESEKE F., « L'emploi des salariés étrangers en France : les discriminations tenant à la nationalité ». Séminaire organisé par l'IRDA (Paris 13) et le Barreau de Paris le 23 mars 2009, *Lamy semaine sociale*, 2 novembre 2010, n° 1465.

JAULT-SESEKE F., « Le Traité de Lisbonne, le programme de Stockholm et le droit international privé –Qu'importe le flacon, pourvu qu'on ait l'ivresse », *Petites affiches* 26 juil. 2010.

JAULT-SESEKE F., « La communautarisation des règles de conflit de lois : un premier pas » (présentation générale du Règlement « Rome II »), in Le Règlement (CE) n° 864/2007 du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (dit Règlement «Rome II»), *Petites affiches* 2008, n° 155, p. 8.

JAULT-SESEKE F., « La loi n° 2007-1631 du 20 novembre 2007 relative à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile. Vers une nouvelle conception de l'intégration », *Rev. crit. DIP* 2008, p. 5.

LE FUR A-V., « De la nécessité d'un tribunal des marchés financiers », *Revue AEBF,* à paraître 2013.

LE FUR A-V., « La protection de l'investisseur par le droit des biens. La notion de bien financier », in colloque *L'appréhension par le Droit du risque financier,* juin 2010, *Rev. Droit bancaire et financier*,

déc. 2010, p.47 à 51.

LE FUR A-V., « Concilier l'inconciliable : réflexions sur le droit de vote de l'actionnaire », *Dalloz G.*, juin 2008.

MALAURIE-VIGNAL M., « Publicité et concurrence déloyale », intervention dans un colloque sur « Droit de la concurrence et publicité : accords et désaccords », 27 mai 2011, Actes du colloque, *Rev. Lamy concurrence (à paraître)*.

MALAURIE-VIGNAL M., « Urbanisme commercial et droit de la concurrence », Étude par Marie Malaurie-Vignal et Fabrice Riem », *JCPE*. 2011, 1579.

MALAURIE-VIGNAL M., « Ethique des pratiques restrictives », in *La loyauté en droits de la concurrence et de la consommation*, actes du colloque Univ. Paris XIII, n° spécial, *PA* 24 nov. 2011.

NEYRET L., « Troubles anormaux du voisinage », Étude 355*, Lamy droit de la responsabilité,* 2011.

NEYRET L., « Mort de l'ourse Cannelle : une responsabilité sans culpabilité » *Environnement* janvier 2011, p. 33

NEYRET L., « L'affaire du DES : moteur d'évolution du droit » in *DES, trois générations : réalités – perspectives*, éd. Vigo, 2010, p. 167

NEYRET L., « De l'approche extensive de la responsabilité pénale dans l'affaire Erika », *Environnement* novembre 2010, p. 11.

NEYRET L., « Affaire Erika : moteur d'évolution des responsabilités civile et pénale », *Dalloz G.*. 2010, chron. p. 2238.

NEYRET L., « Préjudice moral et atteintes à l'environnement » avec M. Boutonnet, *Dalloz G.*. 2010, chron. p. 912.

NEYRET L., « Santé et Droit de l'environnement » in *La santé et le droit*, n° spécial, *RGDM* 2010, p. 71.

NEYRET L., « Proposition de nomenclature des préjudices réparables en cas d'atteintes à l'environnement » in « Responsabilité environnementale des entreprises », R. Family et A.-S. Barthez (dir.), *Environnement* juin 2009, p. 26

NEYRET L., « Spécificité de la responsabilité médicale : à la croisée du droit commun et du droit de la santé » *in Dommage corporel et droit de la santé : l'avocat, une plus-value !*, Colloque CNB, Lille 16 octobre 2008, *Gaz. Pal*. 17-18 avril 2009, p. 7

NEYRET L., « La réparation du dommage du bioacteur » *in Perspectives d'un droit privé de l'environnement : à la recherche du statut juridique du « bioacteur »*, *BDEI* février 2009, suppl. au n° 19, p. 71

NEYRET L., « Naufrage de l'Erika : vers un droit commun de la réparation des atteintes à l'environnement », *Dalloz G.* 2008, chron. p. 2682

NEYRET L., « La responsabilité civile arbitre du conflit entre droit des marques et liberté d'expression » note sous Cass. 1re civ., 8 avril 2008, *Dalloz G*. 2008, jur. p. 2402

NEYRET L., « Commentaire des propositions du rapport Lepage relatives à la responsabilité civile. Vers une adaptation du droit commun au domaine environnemental », avec M. Boutonnet,

Environnement, avril 2008, p. 28.

NEYRET L., « L'actualité du recours pour faute inexcusable de l'employeur dans le contentieux de l'amiante », *RLDC* juill.-août 2008, p. 17.

NEYRET L., « L'articulation entre le droit spécial des fonds d'indemnisation et le droit commun de la responsabilité civile » *in L'indemnisation du dommage corporel : une réparation à géométrie variable*, Colloque CNB, Paris 28 novembre 2007, *Gaz. Pal*. 18-19 avril 2008, p. 38.

NEYRET L., « La Cour de cassation neutralise l'obligation d'information de certains professionnels », *Dalloz G*. 2008, chron. p. 804.

NEYRET L., « La réparation des atteintes à l'environnement par le juge judiciaire », *Dalloz.* 2008, chron. p. 170.

PETIT B., « Généralisation des complémentaires-santé : l'approche 'sociale' privilégiée au détriment de l'approche 'sociétale'. Une erreur lourde de conséquences pour la protection sociale ? », *JCP. Ed. S.,* mai 2013.

REBOUL-MAUPIN N., « L'empiétement en droit immobilier », *RTD immob*, 4, 2012, pp. 5-11.

REBOUL-MAUPIN N « Les branches de l'arbre même remarquable, qui empiètent sur la propriété voisine doivent être élaguées ! » (à propos Cass. 3e civ., 31 mai 2012), *Environnement et dév. Durable, oct. 2012,* n° 10, Études 13, pp.18-21.

REBOUL-MAUPIN N., « L'arbre, le voisin et le droit » (à propos de l'arrêt Cass. 3e civ., 30 juin 2010), *Environnement et dév. Durable,* août-sept. 2011, n° 8-9, Études 9, pp.10-12.

REBOUL-MAUPIN N., « Distinction servitude et droit personnel. A propos d'un droit au bois bourgeois », *Environnement,* août-septembre 2009, commentaires, n° 94, pp. 36-40.

REBOUL-MAUPIN N., « Les biens du bioacteur : quelle influence du droit de l'environnement sur le droit des biens ? », *BDEI,* février 2009, suppl. n° 19, pp. 26-35.

REBOUL-MAUPIN N., « Présentation de la Déclaration pour la sauvegarde et la protection juridique de l'environnement », proclamée le 3 juin 2008 à la faculté de droit de Versailles Saint-Quentin, *Environnement,* décembre 2008,(en collaboration avec L. Neyret,) étude*, n°15,* pp. 9 -14.

REBOUL-MAUPIN N., « Voisinage et environnement, le trouble anormal à l'honneur ! », *Environnement,* octobre 2008, étude, n°10, pp.11-14.

SAUPHANOR-BROUILLAUD N., « La protection de l'investisseur par les législations spéciales : quels critères ? », *RDBF* 2010, Etude 33, pp. 52-58 (en collaboration avec H. Aubry).

SAUPHANOR-BROUILLAUD N., « Un après le décret n°2009-302 du 18 mars 2009, l'actualité des clauses abusives dans les contrats de consommation », *Revue Lamy Droit civil*, septembre 2010, pp. 7-11.

SAUPHANOR-BROUILLAUD N., « Analyse de la nouvelle réglementation sur les pratiques commerciales déloyales et de la jurisprudence française et communautaire », in *Droit de la communication – Les réformes en marche*, Actes du Forum Légipresse du 8 octobre 2009, *Légicom*, n°45, 2010/2, pp. 117-127.

SAUPHANOR-BROUILLAUD N., « La clause compromissoire abusive », in *Chronique de droit de l'arbitrage* ss dir. Th. Clay, *Petites affiches* 2009, n°143, pp. 14 -16.

SAUPHANOR-BROUILLAUD N., « Clauses abusives : les nouvelles clauses « noires » et « grises », *JCP* G 2009, I, 168 ; *JCP E* 2009, I, 178

SAUPHANOR-BROUILLAUD N., « Les clauses abusives », in Observations sur le projet de réforme de droit des contrats, ss dir. J. Ghestin, *Petites affiches*, n°spécial, 12 février 2009, n°31, pp. 54-41.

SAUPHANOR-BROUILLAUD N., « Clauses abusives dans les contrats de consommation : critères de l'abus », *Contrats Concurrence Consommation 2008*, Etudes 7, pp. 7-17

SERINET A., « La gestion du risque pénal dans l'entreprise : enjeux d'efficacité économique » actes du colloque du 22 mai 2008, direction scientifique et avant propos, *Les petites affiches*, 20 novembre 2008.

1.5. *Notes de jurisprudence, chroniques, panorama*

BENABOU V.-L., « Chronique de droit d'auteur », *Propriété intellectuelle*, n° 38, 39, 40, 41, 42 (Semestriel 2008-2013).

BOURSIER M.E, Chronique trimestrielle de droit pénal des affaires, *LPA*, (années 2012 et 2013)

BOURSIER M.E, Direction de la Chronique de droit pénal de l'entreprise, *LPA*, années 2008 et 2009.

BOURSIER M.E, Chronique trimestrielle de droit pénal affaires, LPA, 15 janvier 2011.

BOURSIER M.E, Commentaire de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris, 9 juin 2011, THALES C/ ROCN, *LPA*, 15 novembre 2011, n°227, 20 à 23.

CHAGNY M.,
Contributions régulières :

- Chronique trimestrielle de « Droit de la concurrence », Revue trimestrielle de droit commercial (à compter du 3e trimestre 2013).
- Chronique bimestrielle de « Droit des pratiques anticoncurrentielles » (en alternance avec G. Decocq), Revue de jurisprudence commerciale (depuis mars 2012).
- Chronique mensuelle de « Concurrence Distribution» (antérieurement de « Contrats Concurrence »), Revue Communication Commerce Electronique (depuis mai 2006).
- Chronique trimestrielle de « Droit des pratiques restrictives de concurrence », Revue Concurrences (depuis janvier 2010).
- Chronique trimestrielle de « Contentieux des dommages concurrentiels », Revue Lamy de la concurrence, revue des éditions Lamy (de la création de la revue fin 2004 à décembre 2009).
- Participation à la chronique de Droit des contrats (dir. J. Ghestin), Semaine juridique édition Générale (JCP éd. G).

CLAVEL S.,

- Note sous Civ.1, 7 décembre 2011, *West Caribbean Airways*, *JDI* 2012. Comm. 23 (p. 1384-1393) [Conflits de juridictions – Convention de Montréal du 28 mai 1999 – Responsabilité du transporteur – Compétence – Option de compétence du demandeur – Forum non conveniens – Recevabilité – Dialogue des juges].
- Pas d'injonction anti-arbitrage contre les arbitres, car ce sont des juges "internationaux", note ss Civ. 1ère, 12 octobre 2011 , *Elf Aquitaine*, *Petites Affiches*, 16 juillet 2012, n°141, p. 18-20.
- Exceptional Circumstances Allowing English Courts to Issue Injunctions Restraining Foreign Arbitration Proceedings, note ss High Court of Justice (QBD), 28 juin 2011, *Excalibur*, *Les Cahiers de l'Arbitrage / Paris Journal of International Arbitration*, 2012-2, p359-368).
- Note sous Civ. 1, 26 octobre 2011, *JDI* 2012, comm. 11 (p. 684- 693) [Conflits de juridictions, Règlement n°44/2001, article 5-3, Immixion fautive d'une société mère dans la gestion de sa filiale, Localisation du fait dommageable, délit complexe].
- Note sous Civ.1, 14 octobre 2009, *Wolberg*, *JDI* 2010. 146.
- Bruxelles I, *anti-suit injunctions* et arbitrage : touché, coulé !, *Petites Affiches*, 16 mars 2009, n°53, p. 15

- Variations sur le principe de l'estoppel dans l'arbitrage international, *Petites Affiches*, 24-25mars 2008, n°60-61, p.25.

CLAY T.,
Chroniques :

- « Droit de l'arbitrage », chronique publiée aux Petites Affiches (2008, n° 60-61 ; 2008, n° 299 ; 2009, n° 53 ; 2009, n° 143 et 144 ; 2010, n° 202 et 203 ; 2011, n° 225 à 227 ; 2012, n° 141 et 142).
- « Droit de l'arbitrage et des modes alternatifs de règlement des conflits », panorama publié annuellement au Recueil Dalloz (2008, p. 180 ; 2008, p. 3111 ; 2009, p. 2959 ; 2010, p. 2933 ; 2011, p. 3023 ; 2012, p. 2991).
- « Chronique de droit judiciaire privé » (sous la direction de L. Cadiet), publiée semestriellement à la Semaine juridique, édition générale (2008.I.138 ; 2008.I.206 ; 2009.I.142 ; 2009.I.369 ; 2010.I.546 ; 2010.I.1191 ; 2011.I.666 ; 2011.I.1397 ; 2012.I.690 ; 2012.I.1254).

CLAY T.,
Notes d'arrêt :

- « L'application perlée du règlement d'arbitrage pour la révélation des liens entre arbitre et conseil », note sous Reims 2 nov. 2011, Paris Journal of International Arbitration 2011.1109.
- « L'obligation de révélation de l'arbitre au prisme de l'indiscipline de la Cour d'appel de Paris », note sous Cass. 1re civ., 4 nov. 2010, Paris Journal of International Arbitration 2010.1147.
- « Les contorsions byzantines du Tribunal des conflits en matière d'arbitrage », note sous Tribunal des conflits 17 mai 2010, Semaine juridique, éd. G, 2010, Act., n° 552 ; publié aussi in Revue libanaise de l'arbitrage arabe et international 2010, n° 54, p. 102 et en arabe in Majallat Atahkim, 2010, n° 8, p. 567.
- « La disparition de l'obligation d'indépendance au profit de l'obligation de révélation » note sous Paris 12 février 2009, Revue de l'arbitrage 2009, p. 186.
- « Ombres et lumières sur le contrat d'organisation de l'arbitrage », note sous Paris 22 janvier 2009, Clunet 2009, p. 617.
- « Le caractère provisoirement inexécutoire des sentences arbitrales exequaturées », note sous Cass. 1re civ., 4 juillet 2007, Recueil Dalloz 2008, p. 451.

CONSTANTIN A.,
Contributions régulières à la Chronique Trimestrielle de droit des sociétés : Revue Trimestrielle de droit commercial (RTD com.) :

- « La connaissance par le cessionnaire d'un passif au jour de la cession ne fait pas obstacle à la mise en oeuvre de la garantie de passif » ; Note sous Cass. com., 14 décembre 2010, n° 09-68.868, RTD com. 2011, p. 359.
- « Soumission de la clause de non-concurrence souscrite dans un pacte extrastatutaire par un actionnaire, également salarié de la société, au régime de la clause stipulée dans un contrat de travail » ; Note sous Cass. com., 15 mars 2011, n° 10-13.824, RTD com. 2011, p. 361.
- « Le groupe, entre autonomie juridique et hétéronomie économique des sociétés qui le composent » ; Note sous CA Montpellier, 13 décembre 2010, n° 09-6383 et CJUE, 20 janvier 2011, n°C-90/09, RTD com. 2011, p. 365.
- « Droits financiers des associés : le compte courant d'associé est remboursable à tout moment, nonobstant les dispositions de l'article 1900 du Code civil, non applicables » ; Note sous Cass. com., 10 mai 2011, n° 10-18.749, RTD com. 2011, p. 575.
- « Contentieux toujours nourri sur le dol et la réticence dolosive dans les cessions de droits sociaux ; rôle de la qualité et du comportement du cessionnaire déçu » ; Note sous CA Paris, ch. 8, 17 mai 2011, n° 09/23481; CA Paris, ch. 8, 24 mai 2011, n° 10/13447; CA Paris, ch. 8, 21 juin 2011, n° 10/06181; RTD com. 2011, p. 577.
- « Garantie de passif. Non respect des conditions de mise en œuvre de la garantie conventionnelle, clause de déchéance, sanction » ; Note sous Cass. com., 7 juin 2011, n° 08-21.962 et Cass. com. 15 mars 2011, n° 09-13.299, RTD com. 2011, p. 580.
- « Précisions sur le régime des clauses de complément de prix dans les cessions de droits sociaux, dites clauses d'earn out » ; Note sous CA Paris, 15 septembre 2011, n° 07/02102 ; Cass. com., 20 septembre 2011, n° 10-17.555 et CA Paris, 12 janvier 2012, n° 11/01528, RTD com. 2012, p. 129.

- « Loyauté des associés : l'associé d'une SARL n'est, en cette qualité, tenu ni de s'abstenir d'exercer une activité concurrente de celle de la société ni d'informer celle-ci d'une telle activité et doit seulement s'abstenir d'actes de concurrence déloyaux » ; Note sous Cass. com., 15 novembre 2011, n° 10-15.049, RTD com. 2012, p. 134.
- « Loyauté des dirigeants : l'obligation de loyauté et de fidélité pesant sur le gérant d'une SARL lui interdit de négocier, en qualité de gérant d'une autre société, un marché dans le même domaine d'activité » ; Note sous Cass. com., 15 novembre 2011, n° 10-15.049, RTD com. 2012, p. 137.
- « Aménagements statutaires ou extrastatutaires organisant le licenciement des salariés » ; Note sous Cass. soc., 1 er décembre 2011, n° 10-26.064 et Cass. soc., 15 février 2012, n° 10-27.685, RTD com. 2012, p. 345.
- « Exclusion d'un associé consécutive à la perte de sa qualité de salarié » : Note sous Cass. com., 20 mars 2012, n° 11-10.855, RTD com.2012, p. 349.
- « Inopposabilité au salarié de la clause compromissoire insérée dans une convention extrastatutaire ("charte associative") constituant un avenant au contrat de travail » : Note sous Cass. soc., 30 novembre 2011, n° 11-12.905 et 11-12.906, RTD com. 2012, p. 351.
- « Interrogations (et inquiétudes) sur le champ d'application des dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, notamment son extension aux conventions extrastatutaires » : Note sous Cass. com., 4 décembre 2012, n°10-16.280, RTD com. 2012, p. 805.

Commentaires parus dans d'autres revues :

- « Regard sur les clauses de non-concurrence en droit des sociétés » ; Note sous Cass. com., 1er mars 2011, n° 10-13.795 et Cass. com. 15 mars 2011, n° 10-13.824, RLDA 2011, N° 60, p. 10.
- « Difficultés de mise en œuvre d'une assurance de responsabilité des dirigeants sociaux » ; Note sous Cass. 2ème civ. 1er juin 2011, n° 10-18.143, Bull. Joly Sociétés 2011, p. 860.
- « Arbitrage et droit du travail : le principe compétence-compétence n'est pas applicable en matière prud'homale » ; Note sous Cass. soc., 30 nov. 2011, Chronique de droit de l'arbitrage du Dante, n° 9 (1re partie), Petites affiches, 16 juillet 2012 n° 141, p. 5.
- « La cession d'un actif social n'impliquant pas une modification statutaire entre dans les pouvoirs du gérant » : note sous Cass. com. 31 janvier 2012, n° 10-15.489, Bull. Joly Sociétés 2012, p. 565.
- « Illustration d'une extension de la clause compromissoire en matière de garantie du passif », Note sous Cass. 1re civ., 10 oct. 2012, n° 10-20797, Chronique de droit de l'arbitrage n° 10 (1re partie), Petites Affiches, 29 avril 2013, p. 7.

DE FONTMICHEL M.,

Panorama de jurisprudence française , *Spain Arbitration Review*, 2011, n°10 p. 85 (en espagnol). Panorama 2013 (à paraître).
Co-responsable de la chronique trimestrielle « droit de l'arbitrage », revue Les petites affiches 2013.
Notes

- « Le juge de la validité du contrat d'arbitre : entre cohérence et péril », note sous Cass. civ. 1re, 28 mars 2013, JCP G, 2013 (à paraître).
- « Éclairages sur l'appréciation du critère de l'activité professionnelle de l'article 2061 du Code civil », note sous Cass. civ. 1re, 29 février 2012, *Revue de l'arbitrage*, 2012 n°2 p. 359.
- « La force obligatoire du règlement d'arbitrage à l'épreuve des principes fondamentaux du procès », note sous CA Paris, 17 novembre 2011, *LPA*, juin 2012 p. 24.
- « Clauses compromissoire et contrats internationaux mixtes », note sous Cass. civ. 1re, 12 mai 2010, *LPA*, 21 février 2011, n°36 p. 7.
- « L'inapplicabilité de la législation sur les clauses abusives au compromis d'arbitrage », note sous Cass. civ. 1re, 25 février 2010, *LPA*, 11 octobre 2010 n°202, p. 22.

GODON L.,

« La société en participation dépourvue de personnalité juridique et la cession des droits d'associé ». Cass. com. 15 mai 2012 (Sté Armada), *Bulletin Joly* 2012, p. 842.

« La caducité, sanction d'un pacte d'actionnaires ». Cass. com. 4 octobre 2011 (Sté BMA), *Revue des sociétés* 2012, p. 424.

« L'obligation de non-concurrence de l'associé et du dirigeant de société ». Cass. com. 15 novembre 2011 (*Sté DLK Finances c/ Albiac*), *Revue des sociétés* 2012, p. 292.

« Interrogation sur la représentation de la société par actions simplifiée (SAS) »
Cass. soc. 23 novembre 2011 (Sté Renault c/ Orcel)
Cass. soc. 18 mai 2011 (Syndicat Sud industrie Rhône-Alpes c/ Sté Renault Truck)
Cass. com. 21 juin 2011 (Fabre c/ Sofiag)
Note commune, *Revue des sociétés* 2012, p. 169.

« Nécessité d'une contrepartie financière rémunérant l'engagement de non-concurrence souscrit par un salarié dans un pacte d'actionnaires ». Cass. com. 15 mars 2011 (Sté Coquelle-Gourdin c/ Sté HBI), *Revue des sociétés* 2011, p. 620.

« Illicéité d'une obligation de non-concurrence stipulée dans le règlement intérieur de société civile de moyens ». Cass. com. 1er mars 2011 (X. c/ société Anemos), *Bulletin Joly* 2011, p. 492.

« Indivision de parts sociales et impossibilité de désigner le mandataire commun des indivisaires à la majorité des deux tiers des droits indivis ». Cass. 1ère civ. 15 décembre 2010 (consorts Folus), *Revue des sociétés* 2011, p. 280.

« La SAS et la déclaration obligatoire de la composition d'un directoire ou conseil de surveillance instauré par les statuts ». CA Paris 18 mai 2010 (SAS Groupe Lucien Barrière), *Revue des sociétés* 2011, 172.

« L'obligation de loyauté du salarié détenant le contrôle d'une société concurrente de son employeur ». Cass. soc. 31 mars 2010 (Sté Top office c/ David), *Revue des sociétés* 2011, p. 26.

« Modification de fait de l'objet d'une société civile par l'exercice d'une activité commerciale ». Cass. com. 13 juillet 2010 (Coutté), *Bulletin Joly* 2010, p. 885.

« L'indivisaire de parts sociales et l'action sociale *ut singuli* ». Cass. crim. 4 novembre 2009 (Millemann), *Revue des sociétés* 2010, p. 379.

« Détermination d'un augmentation des engagements des associés : méthode d'analyse ». Cass. com. 27 octobre 2009 (X. c/ société Monceau 89), *Bulletin Joly* 2010, p. 474.

« Expertise *in futurum* contre une SARL de profession libérale : compétence commerciale ». Cass. com. 29 septembre 2009 (SARL Exentys c/ SCP Becheret) : *Bulletin Joly* 2010, p 32.

« Les conventions réglementées peuvent faire l'objet d'une expertise de gestion, y compris à la demande d'un associé absentéiste ». Cass. Com. 5 mai 2009 (Mouvet c/ SARL Espace conseil expertise), *Revue des sociétés* 2009, p. 807.

« Indivision de parts sociales, demande de convocation judiciaire d'une assemblée et exercice du droit de vote ». CA Paris 7 janvier 2008 (De Talhouet de Boisorhand c/ De Talhouet de Boisorhand ép. de la Motte Saint Pierre), *Revue des sociétés* 2009, p. 631.

« Demande directe d'expertise de gestion par un associé de SARL ». CA Paris 8 octobre 2008 (Gouffe c/ SARL industrielle du meuble d'art), *Bulletin Joly* 2009, p 653.

« Société d'exercice libéral par actions simplifiée : convocation à l'initiative directe d'associés d'une assemblée générale visant à prononcer une mesure d'exclusion ». CA Paris 18 juin 2008 (M. et autre c/ S. et autres), *Bulletin Joly* 2009, p. 385.

« Intensification du devoir de loyauté du dirigeant envers les associés lors de cessions de droits sociaux ». Cass. Com. 6 mai 2008 (consorts Häni c/ époux Pauchard), *Revue des sociétés* 2009, p. 95.

« Nullité d'une convention réglementée et protection du tiers contractant ». Cass. Com. 3 juin 2008 (Sté MTC c/ Axa Re), *Bulletin Joly* 2009, p. 124.

« Incidence d'une instance judiciaire au fond sur des demandes d'expertise préventive et d'expertise de gestion ». CA Paris 29 février 2008 (EURL Financière La Bazillais c/ sté Entrepôt on line. EOL), *Bulletin Joly* 2008, p. 659.

« Information de l'actionnaire et formalisme du droit des sociétés ». Cass. com. 26 février 2008 (Dubly c/ Sté Cimoflu), *Bulletin Joly* 2008, p. 581.

« Le recul de l'administration provisoire *de groupe* ». CA Paris 1er juin 2007 (SA GHM c/ SA Socpresse), *Revue des sociétés* 2008, p. 96.

JAULT-SESEKE F.,

- Panorama de droit international privé 2012, D. 2013, à paraître.
- Panorama de droit international privé 2011 (avec H. Gaudemet-Tallon), D. 2012. 1228
- Panorama de droit international privé 2010, D. 2011, p. 1374.
- Panorama de droit international privé 2009 (avec P. Courbe), D. 2010, p. 1585.
- Panorama de droit international privé 2008 (avec P. Courbe), D. 2009, p. 1557.
- Panorama de droit international privé 2007 (avec P. Courbe), D. 2008, p. 1507.

JAULT-SESEKE F.,
Avec O. Boskovic, S. Corneloup, N. Joubert et K. Parrot :

- Panorama de droit de la nationalité et de droit des étrangers, D. 2013, 324.
- Panorama de droit de la nationalité et de droit des étrangers, D. 2012, 390.
- Panorama de droit de la nationalité et de droit des étrangers, D. 2010, 2868.

JAULT-SESEKE F.,

- Note sous Cass. soc. 4 déc. 2012, *RDT* 2013, à paraître (loi applicable au licenciement ; garantie de l'AGS).
- Note sous CEDH, gr. ch., 13 décembre 2012, De Souza Ribeiro c/ France (droit des étrangers, Outre-Mer), *Rev. crit. DIP* 2013, à paraitre
- Note sous CJUE 19 juil. 2012, *RDT* 2012. 588 (salarié d'une ambassade, compétence juridictionnelle)
- Note sous Cass. com. 10 mai 2012, *Rastelli*, D. 2012. 1803
- Note sous CE 11 avr. 2012, *Gisti*, Rev. crit. DIP 2013, à paraître
- Note sous Cass. soc. 11 avr. 2012, *RDT* 2012. 388 (pilote, compétences juridictionnelle et législative)
- Note *sous* Cass. civ. 1re, 28 février 2012, Rev. crit. DIP 2012. 815 (acte de naissance apocryphe et nationalité française par filiation
- Note sous Cass. soc. 8 févr. 2012, *Rev. crit. DIP* 2012. 576 (co-employeur et loi applicable)
- Note sous Cass. civ. 3ème 9 nov. 2011, *Rev. crit. DIP* 2012. 568 (caractère discriminatoire de la condition de nationalité dans la réglementation du bail commercial)
- Note sous CJUE 15 déc. 2011, *RDT* 2012.115 (loi applicable au contrat de travail)
- Note sous CJUE 15 mars 2011 et Cass. soc. 18 janv. 2011, *Rev. crit. DIP* 2011, p. 447 (loi applicable au contrat de travail)
- Note sous Cass. soc. 29 sept. 2010, *RDT* 2011, 262 (clause attributive de juridiction et contrat de travail)
- Note sous Cass. soc. 12 juil. 2010 et 29 sept. 2010, *Rev. crit. DIP* 2011, p. 72 (loi applicable au contrat de travail ; prescription de l'action en contestation du licenciement).
- Note sous Cass. soc. 31 mars 2009, *RDT* 2010, p. 63 (détermination du lieu d'exécution habituelle du travail pour l'application du Règlement 44/2001)
- Note sous CJCE 16 oct. 2008, *RDT* 2009, p. 333 (insolvabilité de l'employeur et garantie des salaires)
- Note sous Cass. 1re civ. 6 oct. 2010, *Abela*, *Rev. crit. DIP* 2011, p. 85 (contrôle de la décision d'incompétence par le juge étatique)
- Note sous Cass. com. 13 juil. 2010, JDI 2011, 91 (garantie de paiement du transporteur et loi de police)
- Note sous CJUE 21 janv. 2010 *MG Probud*, *Bull. Joly* 2010, p. 493.
- Note sous CJCE 6 oct. 2009 (C.133/08), D. 2010, p. 236 (jeu de la clause d'exception dans la convention de Rome).
- Note sous Cass. 1re civ. 8 juill. 2009, *Rev. crit. DIP* 2009, p. 779 (exclusion de la méthode conflictuelle pour apprécier le pouvoir de compromettre)
- Note sous Cass. civ. 1re et Com. 18 déc. 2008, *Rev. crit. DIP* 2009, p. 524 (Opposabilité au tiers de la clause attributive de juridiction inséré dans un connaissement maritime)
- Note sous Cass. civ. 1re, 22 oct. 2008, *D*. 2009, p. 200 (clause attributive de juridiction et loi de police)
- Note sous CJCE 16 oct. 2008, *RDT* 2009, p. 333 (insolvabilité de l'employeur et garantie des salaires)
- Note sous Court of appeal London 12 juillet 2007 et High court of justice London 23 novembre 2007, *RDT* 2008, p. 691 (notion de contrat de travail ; anti-suit injonction).
- Note sous CJCE 22 mai 2008, *Rev. crit. DIP*. 2008, p. 847 (Pluralité d'employeurs et application de l'article 6.1 du Règlement 44/2001)
- Note sous CJCE, 3 avril 2008, *RDT* 2008, p. 412-415 (Détachement dans l'union européenne et salaire minimal prévu par un accord collectif)
- Note sous Cass. soc. 4 déc. 2007, *D*. 2008, p. 757 (obligation de reclassement à l'étranger et connaissance du droit étranger)

JAULT-SESEKE F.,
Avec S. Corneloup, Note sous Cass. 1re civ. 23 juin 2010, *Rev. crit. DIP* 2010, p. 689 (contestation de la déclaration de nationalité par le ministère public et acte de naissance apocryphe).

JAULT-SESEKE F.,
Avec D. Robine :
- Note sous Cass. com. 2 oct. 2012, *D*. 2013. 64
- Note sous CJUE 20 oct. 2011, *Interedil, Rev. crit DIP* 2012, 189
- Note sous Cass. com. 13 sept. 2011, *Belvedère,* Revue Lamy Droit des affaires 2011, n° 66 p. 19 et obs., Act. proc. coll. 2011.
- Note sous Cass. com. 15 déc. 2009, *Bull. Joly* 2010, p. 367.
- Note sous Cass. com. 30 juin 2009, *Bull. Joly* 2009, p. 877

MALAURIE-VIGNAL M.,
Contribution régulière :
- Chronique mensuelle de droit de la concurrence, *in Contrats concurrence. consommation.* éd.Lexis-Nexis depuis juill. 1998 -2010-2012.
- Chronique mensuelle de droit de la distribution, in *Contrats concurrence consommation*, éd.Lexis-Nexis.
- **Chronique mensuelle** de « Droit de la concurrence » et « Droit de la distribution », *Revue Contrats Concurrence Consommation* (2008- 2009- 2010- 2011- 2012- 2013)

Notes :
- « Réflexions sur la protection du patrimoine informationnel de l'entreprise contre le piratage économique », D. 2012 chr. 1415.
- « La clause de non-réaffiliation », JCPE. 2012, 1205.
- « Réflexions entre les liens existant entre urbanisme commercial, contrôle des structures et protection de la concurrence », D. 15 mars 2012.
- « Convention d'affiliation : adoption du projet de loi Lefebvre par le Sénat », D. 2012, p. 85
- « La convention d'affiliation prévue par l'article 1er du projet de loi Lefebvre renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs », D. 2011, p. 2550.
- « Le paiement de la contrepartie financière d'une clause de non-concurrence », JCPE. 2011, 1731.
- « Des effets pervers d'une demande de clémence sur le déroulement d'une procédure anticoncurrentielle », JCPE. 2011, 130.
- « Entretien à L'ILEC, 2011 (institut de liaison d'études économiques) sur la distribution alimentaire », Bull. n° 412.
- « Ecoute téléphonique et loyauté de la concurrence », note sous Cass.Asss.plén. 7 janv. 2011, JCPG 2011, n° 43.
- « Réflexions autour de l'avis de l'Autorité de la concurrence en matière de distribution alimentaire », Etude, février 2011, Contrats conc. consom. Étude 3 et JCPE. 2011, 1217.
- « Où le nom d'usage est prisonnier des règles de droit », D. 2009, p. 1385.
- « L'Autorité de concurrence peut-elle connaître à la tire de l'abus de position dominante d'une pratique liée à un appel d'offres annulé par le Conseil d' Etat », D. 2010 p. 1920.
- « Etude du Règl ». n° 330/2010, Contrats conc. consom. 2010 étude 9.
- « Le nouvel art.L442-6 du Code de commerce apporte-t-il de nouvelles limites à la négociation contractuelle ? » Contrats conc. consom. 2008 dossier 5.
- « L'art.L. 442-6 du Code de commerce », Contrats conc. consom. nov. 2008

REBOUL-MAUPIN N.,
Panoramas commentés au Recueil Dalloz, Droit des biens :
Panorama 2012 : (p. 2128 à 2141)

Panorama 2011 : (p. 2298 à 2310)

Panorama 2010 : (p. 2183 à 2200)

Panorama 2008 : (p. 2458 à 2471).

SAUPHANOR-BROUILLAUD N.,
Chronique trimestrielle de droit de la consommation » Revue des contrats (RDC), Lextenso Editions **:**

- « Clauses abusives : Recomm. Com. cl. Abusives », n° 11-01, 15 sept. 2011, relative aux contrats de syndic de copropriété, RDC 2012, p. 491 à 498
- « Non-professionne »l, Chronique sous Cass. com. 6 sept. 2011, n° 10-21583 et 10-21584, RDC 2012, p. 498 à 503
- « Pratiques commerciales déloyales » : L. n° 2011-525, 17 mai 2011, de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, RDC 2011, p. 1242 à 1246
- « Non-professionnel et tacite reconduction des contrats de consommation », Chronique sous Cass. 1ère civ., 23 juin 2011, n° 10-30645, RDC 2011, p. 1246 à 1252
- « Action des associations de consommateurs en représentation conjoint »e, Chronique sous Cass. 1ère civ., 26 mai 2011, n° 10-15676, RDC 2011, p. 1252 à 1257
- « Droit des contrats et droit de la consommation », chronique sous Cass. 3ème civ. 9 février 2011, n° 10-14399 et Cass. 1ère civ. 3 mars 2011, n° 10-14096, RDC, RDC 2011, p. 877 à 885
- « La loi n°2010-737 du 1er juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation (2ème partie : les dispositions relatives au surendettement », RDC 2011, p. 142 à 153
- « La loi n°2010-737 du 1er juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation (1ère partie) », RDC 2010, p. 1304 à 1315
- « Démarchage à domicile : l'exécution du mandat conclu à la suite d'un démarchage n'est pas un acte de démarchage », chronique sous Cass. 1ère civ., 15 janv. 2010, n°09-12126, RDC 2010, p. 882 à 886
- « Clauses abusives : le compromis d'arbitrage ne constituant pas une clause, il ne saurait être jugé abusif », chronique sous Cass. 1ère civ. 25 fév. 2010, n°09-12126, RDC 2010, p. 886 à 891
- « Crédit à la consommation : le report du point de départ du délai de forclusion n'est pas opposable au coemprunteur tenu solidairement », chronique sous Cass. 1ère civ., 11 fev. 2010, n°08-20800 & Cass. 1ère civ. 25 fév. 2010, n°08-18031, RDC 2010, p. 891 à 895
- « Clauses abusives. Panorama d'actualité, Les remèdes en droit de la consommation », RDC 2009, p. 1629 à 1642

Panorama annuel d'actualité législative et jurisprudentielle de droit de la consommation au Recueil Dalloz :

- « Droit de la consommation », Mars 2012-Mars 2013, en collaboration avec Hélène Aubry & Elise Poillot, Dalloz 2013, Panorama, pp. 945-955
- « Droit de la consommation », Février 2011-Février 2012, en collaboration avec Hélène Aubry & Elise Poillot, Dalloz 2012, Panorama, p. 840 à 856
- « Droit de la consommation », Février 2010-Février 2011, en collaboration avec Hélène Aubry & Elise Poillot, Dalloz 2011, Panorama, p. 974 à 984
- « *Droit de la consommation* », Janvier 2008-Décembre 2008, en collaboration avec Hélène Aubry & Elise Poillot, Dalloz 2010, Panorama, p. 790 à 798
- « *Droit de la consommation* », Janvier 2008-Décembre 2008, en collaboration avec Elise Poillot, Dalloz 2009, Panorama, p. 393 à 401

Chronique trimestrielle d'actualité législative et jurisprudentielle en droit des contrats (ss. dir. J. Ghestin) : Semaine Juridique, édition générale (JCP, éd. G.), rubriques ordre public et standardisation des contrats (commentaires d'une colonne)

Chronique mensuelle d'actualité législative et jurisprudentielle en droit de la consommation L'essentiel Droit des Contrats (LEDC) (brèves observations) : 2009 – 2010 – 2011 – 2012.

2. INDICES DE RAYONNEMENT

2.1. Colloques, conférences, séminaires (académiques et professionnels)

BENABOU V.-L., « La codification de la propriété intellectuelle », vingt ans déjà et dans vingt ans, IRPI, Paris Novembre 2012.

BENABOU V.-L., « Distribution, épuisement et droit d'auteur », Université McGill, Montréal, Novembre 2012

BENABOU V.-L., « La gratuité en droit d'auteur, colloque sur la gratuité », Université de Besançon, Octobre 2012

BENABOU V.-L., « Conférence d'actualité en droit d'auteur », IRPI, Paris Septembre 2012.

BENABOU V.-L., « Des noms de domaine au droit de l'internet », conférence de l'ADIJ, Chambre des Huissiers de Justice, Paris, Septembre 2012.

BENABOU V.-L., « HADOPI : Quel bilan pour quel avenir ? », Participation au Colloque, Paris I, Sorbonne, Juin 2012.

BENABOU V.-L., « La circulation des intangibles » intervention lors du séminaire PROPICE "De la bio-banque au musée - Le bien commun en question", Centre Malher, Paris, Mai 2012.

BENABOU V.-L., Présentation du bilan des travaux du DANTE sur le projet LISE axée autour des liens entre le droit et la technique par, le 11 mai 2012 lors d'un colloque intitulé « La force de la recherche juridique », réalisé par le CECOJI en hommage à Isabelle de Lamberterie.

BENABOU V.-L., « Projet de code européen du droit d'auteur » participation à une table ronde lors de l'atelier organisé par Trans Europe Experts (TEE), Chambre de commerce et d'industrie de Paris, Mars 2012.

BENABOU V.-L., « Actualité du droit d'auteur : dimension européenne, concurrentielle et incidences pratiques », conférence organisée par le Cabinet Gilles Vercken Maison du Barreau, Paris, Mars 2012.

BENABOU V.-L., « La compétence en matière de contrefaçon sur Internet », in *Les droits de propriété intellectuelle à l'épreuve d'Internet* organisée par l'Association des Praticiens du Droit des Marques et des Modèles (APRAM), Maison des Arts et Métiers, Paris, Mars 2012 .

BENABOU V.-L., « La gouvernance en droit d'auteur », Université de Montréal, Février 2012.

BENABOU V.-L., « Flexible exceptions », Den Haag, Palais de la Paix, Février 2012.

BENABOU V.-L., «10th anniversary of the Infosoc Directive, European Parliament », Bruxelles, Janvier 2012.

BENABOU V.-L., Workshop on European Fair Use, IVIR, Université d'Amsterdam Septembre 2011.

BENABOU V.-L., Conférence d'actualité en droit d'auteur, IRPI, Paris, Septembre 2011.

BENABOU V.-L., « Faut-il réformer la responsabilité des intermédiaires techniques ? », Université de Paris XI, Sceaux, Mai 2011.

BENABOU V.-L., « La lutte contre le téléchargement illégal au niveau communautaire », Nicosie,

Chypre Avril 2011.

BENABOU V.-L., « Open Access Libre accès ou libre recherche ? », Paris XIII, Avril 2011.

BENABOU V.-L., « Les initiatives communautaires en matière de lutte contre la contrefaçon », Forum TEE, Paris, Avril 2011.

BENABOU V.-L., « La responsabilité dans les contrats informatiques à l'ère du libre et du Cloud Computing, introduction », Maison du Barreau, Paris, Décembre 2010.

BENABOU V.-L., « Liens sponsorisés sur Internet », maison du Barreau, IRPI – Commission ouverte de la propriété intellectuelle du Barreau, Paris Novembre 2010.

BENABOU V.-L., « L'arrêt Infopaq », AFPIDA, Paris, Octobre 2010.

BENABOU V.-L., « Conférence d'actualité en droit d'auteur, IRPI »- Chambre de commerce de Paris Septembre 2010

BENABOU V.-L., « Durée, droit transitoire et condition des étrangers », in conférence de l'ALAI, Vienne, Autriche, septembre 2010.

BENABOU V.-L., « Droit d'auteur et Internet », Campus-Avocats, Paris, Juillet 2010.

BENABOU V.-L., « The participation of the ISPs », Colloque de Fordham, New-York, Avril 2010.

BENABOU V.-L., « Le droit d'auteur, droit de propriété ou droit d'usage ? » In *Droit civil et Technologies*, Université de Montréal, Février 2010.

BENABOU V.-L., « La loi HADOPI », Association Belge du Droit d'Auteur, Bruxelles, Janvier 2010.

BENABOU V.-L., « Commons », 30ème anniversaire du CRID, Namur Janvier 2010.

BERNARD C., Intervention dans un séminaire de « Corps et Sciences sociales », mars 2011.

BERNARD C., « L'homoparentalité » conférence, organisée par le Centre Ethique et Procédure, laboratoire de la faculté de droit de Douai de l'Université d'Artois, avril 2008.

BOUGLÉ-LE ROUX C., « O par juïse, o par bataille », Les preuves dans le Roman de Renart, communication dans le cadre du colloque sur L'évolution du mode des preuves, Du duel de Carrouges à nos jours, le 5 avril 2013.

BOUGLÉ-LE ROUX C., « Le jus commune, éclairage d'une notion », conférence devant les doctorants de la Faculté de Droit de Versailles-Saint-Quentin, mars 2013.

BOUGLÉ-LE ROUX C., « Vitalité des recherches en histoire du droit pénal », communication dans le cadre des journées de Versailles du 28 janvier 2013.

BOUGLÉ-LE ROUX C., « Eloge de la désuétude : la belle endormie du XIXème siècle », communication dans le cadre de la journée d'étude sur la désuétude à la Faculté de Droit de Limoges, le 4 octobre 2012.

BOUGLÉ-LE ROUX C., « A travers les sources du droit des contrats au XIXème siècle : du Code civil aux contes populaires », conférence donnée à la Faculté de Droit d'Angers dans le cadre du cycle de conférences du Centre Jean Bodin, 2008.

BOURSIER M.E, Conférence, « L'actualité de droit pénal des affaires internationales», Laboratoire CESDIP, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 19 mars 2013.

BOURSIER M.E, Conférence, « L'actualité internationale du la lutte LBC/FT », Laboratoire DANTE, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 18 février 2013.

CHAGNY M., « Preuve et actions privées en droit de la concurrence », conférence organisée sur invitation par l'Association française en faveur de l'institution consulaire (AFFIC), le 15 février 2013 au Tribunal de commerce de Paris.

CHAGNY M., « Visites et saisies : quels droits et devoirs pour les entreprises visitées ? », Conférence organisée par la revue Concurrences, le 26 février 2013.

CHAGNY M., « Les recours contre les décisions des autorités de concurrence », Conférence organisée par la revue Concurrences, le 13 avril 2013.

CHAGNY M., « Synthèse des travaux sur le livre vert du droit européen de contrats, Cadre commun de référence et instrument optionnel », 2e Forum de Forum de Trans-Europe-Experts, 1er avril 2011.

CHAGNY M., « La réforme du droit des contrats », Matinée d'études COMUNDI, 23 novembre 2010.

CHAGNY M., « La responsabilité du franchiseur en cas de défaillance des franchisés : droit de la responsabilité civile et droit des procédures collectives », *in Droit de la franchise : comment sécuriser son réseau de distribution ?*, Lexposia, 19 novembre 2010.

CHAGNY M., « L'harmonisation totale du droit de la consommation dans le marché intérieur : amélioration ou dégradation du droit de la consommation en France ? Illustration : les ventes liées à l'épreuve de la directive sur les pratiques commerciales déloyales », Forum de Trans-Europe-Experts, 31 mars 2010.

CHAGNY M., « La distribution en ligne : quelles contraintes pour les professionnels ? Quelles protections pour les clients ? » (avec C. Bloud-Rey), *in Les mutations des relations entre les entreprises de la distribution et leur environnement*, journée d'étude organisée par le Réseau Interdisciplinaire de recherche crises et mutations de la Distribution en collaboration avec Dauphine Recherches en Management, 26 novembre 2010.

CHAGNY M., « Comment sécuriser vos contrats de distribution ?», Journée d'étude Dalloz, 9 novembre 2010.

CHAGNY M., « Les nouvelles pratiques contractuelles devant l'autorité de concurrence», Colloque *Le nouveau droit de la concurrence : quel impact sur les relations contractuelles*, 23 octobre 2008, organisé par le master de droit privé des contrats de l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.

CHAGNY M., « Les pratiques tarifaires » et « la rupture du contrat », Journée Lexis-Nexis, *Les risques concurrentiels dans les contrats,* 26 juin 2008.

CHAGNY M., « Echanges d'informations entre concurrents », *Echanges d'informations en droit de la concurrence*, Matinale Dalloz, 13 mars 2008.

CHAGNY M., « Propos liminaires : la nécessité et les objectifs de la réforme » et « Un nouveau contrôle des comportements ? », Matinale Dalloz, *La loi de modernisation de l'économie : quel impact sur les relations commerciales ?* , 11 septembre 2008.

CHAGNY M., « Les innovations de la réforme » et table-ronde « Quelle liberté dans les négociations commerciales ? », *La réforme des lois Galland et Dutreil – Un nouveau cadre juridique pour les relations commerciales,* Matinale Dalloz, 24 janvier 2008.

CHAGNY M., « L'harmonisation des règles relatives à la responsabilité civile », *in Quelle harmonisation pour favoriser le contentieux privé des dommages concurrentiels ?* , Atelier organisé

par l'Institut d'études juridiques européennes de la Faculté de droit de l'Université de Liège, 30 juin 2008.

CHAGNY M., Conférences à Ecole nationale de la magistrature de 2008 à 2013 :
« Résiliation unilatérale des contrats à durée indéterminée et la rupture des relations commerciales établies », « Les comportements constitutifs de concurrence déloyale », « La réparation du préjudice économique : les solutions du droit de la responsabilité civile sont-elles adaptées ? », « Les abus de domination », « les sanctions des pratiques anticoncurrentielles », « Le déséquilibre significatif », « Les sanctions des pratiques restrictives de concurrence ».

CLAVEL S., «Transnational Contractual Governance and Enforcement *(*Conférence internationale : *The Transformation of Enforcement – European Economic Law in Global Perspective* ». Institut universitaire européen, Florence, 26-28 juin 2013.

CLAVEL S., « Comment définir l'investissement ? », (Co-rapporteur, avec Y. Derains, *Journée d'études internationales* « Faut-il réformer l'arbitrage d'investissement ? »).Ministère des affaires étrangères/ ConventionS, Paris, 27 mars 2013.

CLAVEL S., « International Supply Chains and Transnational Private Regulation : A tale of coordination ». (Conférence internationale : *Transnational Regulation, Economic Growth, and Legal Evolution*). Université de Sao Paulo, Sao Paulo (Brésil), 6 décembre 2012.

CLAVEL S., « Supply Chains, Contractual Networks, and Private International Law » (Conférence internationale: The Legitimacy of Private Transnational Governance by Contract). Institut Universitaire européen, Florence, Avril 2012.

CLAVEL S., « Un réseau de droit pour le droit des réseaux ? », Colloque International *La vie numérique Mode d'emploi* (Dir. Scientifique V.-L. Benabou), Versailles, Mars 2012.

CLAVEL S., « L'impartialité et l'indépendance de l'arbitre ». Journées franco-chinoises de la Société de Législation Comparée, 6 déc. 2011 (compte rendu in *Rev. int. Dr. comp.* 2012. 577, spéc. p. 578).

CLAVEL S., «L'inclusion de l'arbitrage dans le domaine du règlement : le droit international privé le réclame-t-il ? ». Colloque international *Arbitrage et droit européen*, Paris, nov. 2011.

CLAVEL S., Contribution à l'organisation de deux journées d'études internationales par le Groupe Conventions :

- Litiges transnationaux et compétence du juge américain, nov. 2010, MAE.
- L'arbitrage sur les investissements, mars 2011, MAE.

CLAVEL S., « Arbitration and Bankruptcy: validity of the award », *24th ICC-SIA Symposium* (colloque international) Paris, avril 2011.

CLAVEL S., « Transnational networks from a private international law perspective », Univ. de Trente (Italie), mars 2011.

CLAVEL S., « La preuve au Coeur du débat judiciaire, regards croisés franco-américains – L'interaction des systèmes français et américain », Cercle France-Amériques, mars 2010.

CLAVEL S., « Interfirm networks in the French Wine Industry », Cambridge University, Juin 2009.

CLAVEL S., « Interfirm networks in the wine sector in Europe ». Organisation Internationale du Vin, Paris, mars 2009.

CLAVEL S., (avec F. Cafaggi) « European networks in the Wine Industry : why, where, how ? », Comité Economique et Social Européen, Bruxelles, Février 2009.

CLAVEL S., « Interfirm networks across Europe : a Private International Law perspective », Institut Universitaire Européen, Florence, octobre 2008.

CLAVEL S., « Interfirm networks in the French Wine Industry », Institut Universitaire Européen, Florence, octobre 2008.

CLAY T., « Faut-il mettre l'arbitre en prison ? », colloque de Wake-up Arbitration, Paris, 3 juillet 2013.

CLAY T., « Le marché de l'arbitrage », colloque du Dante, Paris, 27 juin 2013.

CLAY T., « L'équité dans l'arbitrage aujourd'hui », colloque de l'Université de Montpellier, 16 mai 2013.

CLAY T., « La détermination du juge compétent pour agir : le siège du tribunal arbitral comme critère prépondérant », colloque CREDIMI, Tunis, 25 avril 2013.

CLAY T., « La reforma del arbitraje en España y Francia: un estudio comparativo », VIIe sémiraire de droit international privé, Madrid, 12 avril 2013.

CLAY T., « La pénalisation de l'arbitrage », conférence au Club des Juristes, Paris, 9 avril 2013.

CLAY T., « L'arbitre est-il un être normal ? », conférence au Comité français de l'arbitrage, Paris, 4 avril 2013.

CLAY T., « L'indépendance et l'impartialité de l'arbitre dans les arbitrages sectoriels », colloque CAFREA, Paris, 27 novembre 2012.

CLAY T., « Les juges consulaires », colloque de l'Association d'histoire de la justice, Grenoble, 23 novembre 2012.

CLAY T., « La responsabilité des arbitres pour absence d'indépendance », 5e congrès Med-Mid, Nice, 13 octobre 2102.

CLAY T., « L'arbitrage institutionnel rénové », colloque du CMAP, Paris, 20 septembre 2012.

CLAY T., « Le développement économique de l'arbitrage », conférence magistrale d'ouverture, in XIe Congrès brésilien de l'arbitrage, Porto Alegre, 13 septembre 2012.

CLAY T., « L'indépendance de l'arbitre », conférence CCI – La Française AM, Paris, 27 juin 2012.

CLAY T., « Les principes directeurs des modes extrajudiciaires de résolution des litiges », colloque ACE-REL, Paris, 8 juin 2012.

CLAY T., « Justice publique et arbitrage » (avec Carine Jallamion), séminaire ENS, Université Paris I, 11 mai 2012.

CLAY T., « Le nouveau décret français sur l'arbitrage », conférence au CEPANI, Bruxelles, 24 nov. 2011.

CLAY T., « Quand le droit pénal s'empare de l'arbitrage », conférence au Barreau de Paris, 16 nov. 2011.

CLAY T., « L'actualité du droit de l'arbitrage », campus de l'Association française des juristes d'entreprise, Convention nationale des avocats, Nantes, 20 octobre 2011.

CLAY T., « Le nouveau droit de l'arbitrage interne et international depuis la réforme de janvier 2011 », campus de l'Association française des juristes d'entreprise, Paris, 14 octobre 2011.

CLAY T., « I criteri di selezione dell'arbitro. Una selezione in due tappe », 4e Congrès Med-Mid, Venise, 30 septembre 2011.

CLAY T., « Le nouvel arbitre », colloque Ecole Nationale de la Magistrature, 31 mai 2011.

CLAY T., « L'appui du juge à l'arbitrage », colloque Paris place d'arbitrage, Comité français de l'arbitrage, Paris, 20 avril 2011.

CLAY T., « La réforme de l'arbitrage, un atout pour la place de Paris », conférence au Club Lexis-Nexis, 31 mars 2011.

CLAY T., « Arbitrability of Intellectual Property Disputes: the French point of view », Congrès Wafip, Mer morte, Jordanie, 24 novembre 2010.

CLAY T., « Les pouvoirs de l'arbitre », 4e Forum de la Méditerranée et du Moyen Orient, Tunis, 5 novembre 2010.

CLAY T., « L'arbitrage dans le nouveau règlement de la chambre franco-arabe », Paris, 30 juin 2010, publié in Paris Journal of International d'arbitrage, 2011.207.

CLAY T., « L'arrêt Inserm, avancée ou danger ? », participation à la conférence de la sous-commission de l'arbitrage international du Barreau de Paris, Paris, 12 oct. 2010.

CLAY T., « L'indépendance de l'arbitre en matière sportive existe-t-elle ? », Colloque de l'Institut de droit des affaires internationales de la CCI, Paris, Roland Garros, 23 septembre 2010.

CLAY T., « L'arbitrage en droit du travail : quel avenir après le rapport *Barthelemy-Cette* », colloque du laboratoire de droit social, Université de Montpellier I, 11 juin 2010.

CLAY T., « L'assurance de l'arbitrage », colloque de la Faculté de droit de Montpellier I, 9 juin 2010.

CLAY T., « Arbitration and public law issues: comparative approach of current trends in Europe and Latin America », ICCA Congress, YAP Session, Rio de Janeiro, 26 mai 2010.

CLAY T., « La réponse des institutions d'arbitrage », colloque CMAP – AFA, 18 mai 2010, Paris.

CLAY T., « Arbitrator (appointment, independence and impartiality) », colloque UNCITRAL, Beyrouth, 16 avril 2010.

CLAY T., « Apreciación General de la Convención de Nueva York de 1958 sobre el reconocimiento y ejecución de sentencias arbitrales extranjeras », Panamá, 8 mars 2010.

CLAY T., « El recurso de anulación como medio de impugnación en el Derecho Francés y europeo », Panamá, 8 mars 2010.

CLAY T., « Le règlement juridictionnel du contentieux post-cession d'entreprises », Colloque Saint-Denis de la Réunion, 13 novembre 2009.

CLAY T., « Ethics: International v. local standards in International Arbitration », 7e Congrès CCI sur l'arbitrage commercial international en Amérique latine, Miami, 3 novembre 2009.

CLAY T., « L'arbitrage, justice du travail », conférence à la Chambre d'arbitrage d'Europe du Nord, Lille, 20 octobre 2009.

CLAY T., « Convenio arbitral y control del laudo : el principio de prohibición de la revisión y las diferentes posibles causales de anulación », colloque du Comité français de l'arbitrage et du club español del Arbitraje, Madrid, 1er octobre 2009.

CLAY T., « Les aspects philosophiques de l'arbitrage international », Séminaire à l'Université McGill, Montréal, 5 et 6 juin 2009.

CLAY T., « L'arbitre dans le nouveau droit algérien », Congrès de la Cour suprême d'Algérie, 16 mars 2009.

CLAY T., « Spécificités et vertus de l'arbitrage international en France », colloque Clifford Chance, Paris, 28 octobre 2008.

CLAY T., « L'arbitrage pour les avocats », in Convention nationale des avocats, Lille, 16 octobre 2008.

CLAY T., « El arbitraje en Francia. Evolución legislativa y jurisprudencial », in Primera jornada International de Arbitraje, Buenos Aires, 22-23 septembre 2008.

CLAY T., « Impécuniosité et arbitrage », conférence au Comité français de l'arbitrage, Paris, 10 juillet 2008.

CLAY T., « L'arbitrage en droit des affaires », Cahiers du droit de l'entreprise, décembre 2008, p. 9.

CLEMENT-FONTAINE M., « le droit à l'oubli », contribution au 4e Atelier sur la protection de la vie privée (APVP) organisé par l'INRIA/ PRISME du 17 au 19 juin 2013 à Jouy-en-Josas

CLEMENT-FONTAINE M., « Approche juridique de l'environnement du libre ».Communication : séminaire « Libre sur Internet » Association READ, UVSQ. 2013

CLEMENT-FONTAINE M., « La résurgence des communs et des communautés » séance du 10 avril « Quels accès aux données : du « communisme scientifique aux modèles propriétaires ». Séminaire interdisciplinaire 2012-2013 du Centre d'Alembert "Sensibles, empêchées, inaccessibles, ouvertes, archivées, revisitées...Les données de la recherche en questions" 2013

CLEMENT-FONTAINE M., « Les clauses non commerciales dans les contrats open source », communication colloque **«** Les contrats de la propriété intellectuelle », décembre, CUERPI Grenoble. 2012 (actes du colloque à paraître)

CLEMENT-FONTAINE M., *«* Les communs numériques *»,* communication colloque « La résurgence des "Communs" : entre illusions et nécessité » le 23 octobre, Université Paris 8. *2012. (actes du colloque à paraître)*

CLEMENT-FONTAINE M., *« Les communautés virtuelles »,* conférence internationale : « La vie numérique mode d'emploi. Quelles sont les bonnes règles de droit pour Internet ?" » les 5-6 avril, Cour d'appel de Versailles. 2012

CLEMENT-FONTAINE M., *« Usages et contrats dans les communautés de développement»*, *communication* Réunion de travail APRAM/Université*,* Paris. 2012

CLEMENT-FONTAINE M., « Les créations collaboratives (webdocument, User Generated Content*) »* communication colloque « Transmédia : enjeux juridiques et enjeux économiques », Maison du barreau de Paris. 2010

CLEMENT-FONTAINE M., Communication aux RMLL, Strasbourg 2011.

CLEMENT-FONTAINE M., « Pluralité et compatibilité des licences », in colloque *La responsabilité dans les contrats informatiques. L'impact des logiciels libres et du* cloud computing organisé par le Dante – (Projet ANR Lise le 3 décembre 2010), 2011.

CLEMENT-FONTAINE M., « Le libre est-il compatible avec le droit d'auteur » communication conférence « Enseigner avec des contenus libres » coorganisée par la commission Droit de l'Informatique de l'association des professionnels de l'information et de la documentation et le CRDP de l'Académie de Paris, 2010

CLEMENT-FONTAINE M., synthèse du colloque « L'originalité en photographie » organisé par l'Union des photographes Professionnels (anciennement UPC) et la Société des Auteurs des visuels et de l'Image Fixe avec le partenariat du Dante (Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines) au Sénat, le 31 mai 2010.

CLEMENT-FONTAINE M., « Définition et cadre juridique de la preuve numérique » communication et synthèse au colloque « La preuve numérique à l'épreuve du litige » organisé par la Compagnie Nationale des Experts de Justice Informatique et Techniques (CNEJITA) à la Première chambre de la cour d'appel de Paris, le 13 avril 2010.

CLEMENT-FONTAINE M., « les données libres » communication : colloque « Que savons-nous des communautés de production de connaissances (Wiki, logiciel libre, contenu libre) ? », organisé par l'Institut Télécom, Université de Nice, UTC et l'UVSQ dans le cadre du projet ANR CCCP-Prosodie 2010

CLEMENT-FONTAINE M., « Les biens communs » communication colloque mondial, « Les modèles propriétaires au XXIe siècle », organisé par le CECOJI, à L'Université de Poitiers, le 19 décembre 2009.

CLEMENT-FONTAINE M., « La notion d'œuvre libre, une nouvelle catégorie d'œuvre plurale ? » communication colloque « Causeries sur les œuvres dynamiques », organisé par le laboratoire de recherche Dante, Université Versailles Saint-Quentin, le 19 mai 2008.

CONSTANTIN A., « L'actualité du droit des sociétés », Conférence Journée d'étude Dalloz et Revue des sociétés, 11 octobre 2011.

CONSTANTIN A., « La gratuité en droit de l'entreprise », communication colloque : « La gratuité ; la réception par le droit d'un concept polymorphe », Organisé par le CEDAG Paris V et la Faculté de droit de Besançon, Besançon, 4 et 5 octobre 2012 (actes du colloque à paraître).

CONSTANTIN A., « La cession d'entreprise », conférence journée d'étude Dalloz, Décembre 2012.

CONSTANTIN A., « Sanctions des infractions et réparation des préjudices sur les marchés financiers », communication colloque Responsabilité civile et responsabilité pénale : regards croisés, 22 mars 2013, Université de Rennes 1 (actes du colloque à paraître)

D'ALTEROCHE B., « Le statut des personnes dans la charte de Lorris-en-Gâtinais », *Origine et évolution des institutions villageoises et urbaines dans l'Europe Médiévale,* Rencontres Européennes Médiévales de Lorris, 5 et 6 octobre 2012, Commémoration du 9e centenaire de l'octroi des « Coutumes de Lorris ».

D'ALTEROCHE B., « Le clerc fornicateur d'après X, 3, 2, 7 et 8 », XIVe International Congress of Medieval canon Law, Toronto, 5-12 août 2012.

D'ALTEROCHE B., « Panorama de l'œuvre de Jean Gaudemet » « L'œuvre scientifique de Jean Gaudemet » Colloque international 26-27 janvier 2012, Université Panthéon-Assas / Université Paris XII.

D'ALTEROCHE B., « Les structures ecclésiales de l'Antiquité tardive », Table ronde sur la Collection canonique d'Antioche organisée par l'Institut de théologie orthodoxe Saint-Serge à l'occasion de la parution du livre d'Aram Mardirossian : *La collection canonique d'Antioche. Droit et hérésie à travers le premier recueil de législation ecclésiastique (IVe siècle)*, Paris, Centre de recherche d'Histoire et Civilisation de Byzance (Collège de France-CNRS), « Monographies » 34. 17 novembre 2011.

D'ALTEROCHE B., « Les origines canoniques du principe d'interprétation favorable de la loi pénale », Der Einfluß des kanonischen Rechts auf die europäische Rechtskultur - Strafrecht und Strafprozeß - Ateliers Trilatéraux Villa Vigoni, 21.-24. Oktober 2010, Villa Vigoni (Como), Italie.

D'ALTEROCHE B., « Comment devient-on français. Droit du sol et naturalisation XIIIe-XVe siècles », Journée Orient-Occident du vendredi 11 juin 2010 organisée par l'Université Paris-Ouest.

D'ALTEROCHE B., « L'apport du droit canonique médiéval à la notion d'immunité », *Les immunités pénales. Actualités d'une question* ancienne, colloque organisé par le CEJESCO de l'Université de Reims et le CEPRISCA de l'Université d'Amiens le 31 mars 2010.

D'ALTEROCHE B., « Origine paternelle ou origine propre : filiation et nationalité à travers la doctrine savante ». Intervention dans le M2 Droit et Institutions, mention droit romain, droit médiéval et tradition romanistique, de la faculté de droit de Clermont-Ferrand. 19 mai 2008.

DE FONTMICHEL M., « Le financement par une partie insolvable », communication au colloque sur L'argent dans l'arbitrage, sous la direction scientifique de Walid Ben Hamida et Thomas Clay, jeudi 27 juin 2013, Maison du Barreau de Paris, (parution des actes du colloque 2013).

DE FONTMICHEL M., « Arbitrage et class action », communication au colloque sur *Les nouveaux défis de l'arbitrage international,* sous la direction scientifique de Jacques Mestre et Jean-Christophe Roda et de l'association des comparatistes d'Aix-Marseille, mardi 30 avril 2013, Faculté de droit d'Aix en Provence.

DESIDERI J.P., The International Forum on Policies and Regulations of Cultural Industries South East University of Shanghaï – China, 28 mai 2013.

JAULT-SESEKE F., « Analyse du rapport 2011 de la Commission nationale consultative des droits de l'homme », Faculté de droit de Rouen, 29 mars 2012.

JAULT-SESEKE F., EHESS, conférences en droit international privé de la famille à l'Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman (2011).

JAULT-SESEKE F., « Le travailleur, acteur de la prestation de services », intervention au colloque organisé à l'Université d'Amiens le 16 novembre 2011, (actes à paraître).

JAULT-SESEKE F., « Compétence des autorités et protection de l'enfant dans le contexte euro-méditerranéen » Euromed, Marseille, 29 juin 2010.

LE FUR A-V., « L'incorporel en droit des biens : l'exemple des valeurs mobilières », in Colloque *L'appréhension par le Droit de l'incorporalité*, Rennes, novembre 2008.

MALAURIE-VIGNAL M., « Le patrimoine de l'entreprise, vers un patrimoine affecté », intervention colloque, 31 mai 2013, Univ. Lille 2.(avec le concours de Mme Deguestril , ATER Univ. Versailles-St Quentin).

MALAURIE-VIGNAL M., « Notion de concurrence » intervention colloque sur « La concurrence et ses acteurs », Univ. Tunis, Ass. Tunisienne de droit administratif et le Conseil de la concurrence, 12 et 13 avril 2013.

MALAURIE-VIGNAL M., « Abus de position dominante et droit de la propriété industrielle » Intervention au colloque sur « Economie, propriété industrielle et concurrence ; regards croisés, organisé par l'Univ. Lille II , sept. 2012 .

MALAURIE-VIGNAL M., Intervention avec le Prof. B. Warusfel (Univ. Lille 2) au colloque international sur la mobilité des salariés et protection de l'innovation, Univ. Ludwig Maximillians, Munich (Allemagne), 2-3 sept. 2011

MALAURIE-VIGNAL M., « La clémence en droit de la concurrence » intervention avec le Prof. A.Brunet (Univ. Dauphine), colloque sur « la dénonciation : droit ou devoir ? Aspects techniques, critiques et comparés », sous l'égide du Centre français de droit comparé et Chancellerie, Paris, 10

juin 2011.

MALAURIE-VIGNAL M., « Publicité et concurrence déloyale » intervention sur au colloque organisé par l'Université de La Rochelle portant sur « Droit de la concurrence et publicité : accords et désaccords », Univ. La Rochelle, 27 mai 2011.

MALAURIE-VIGNAL M., « Urbanisme et droit de la concurrence », intervention avec M. F. Riem (M. Conf. Univ. Pau) au colloque sur la réforme de l'Urbanisme commercial, organisé par l'Association « Droit et réseaux », 26 mai 2011, Maison du Barreau Paris.

MALAURIE-VIGNAL M., « Éthique et droit des pratiques restrictives de concurrence », intervention colloque sur « La loyauté en droits de la concurrence et de la consommation », Univ. Paris XIII, IRDA, 29 mars 2011.

MALAURIE-VIGNAL M., « la régulation et le droit des pratiques anticoncurrentielles » intervention au colloque international sur « La régulation », Ass. Tunisienne de droit administratif et Faculté de droit et des sciences politiques de Tunis, 5 et 6 avr. 2010.

MALAURIE-VIGNAL M., « La vente par internet », intervention Assoc. Française de Droit de la Concurrence (AFEC), Paris, 7 oct. 2009.

MALAURIE-VIGNAL M., « La loi de modernisation de l'économie », intervention déc. 2008, au centre de formation des avocats de Versailles.

PETIT B., *«* RSO et CHSCT de la fonction publique *»*, Ministère de l'Education nationale et Ministère de l'Enseignement supérieur, Paris, 27 mai 2013

PETIT B., *«* Can International law prevent French stammering legislation on environmental and maritime crimes to apply and to develop? The Erika case example (Part 2) *»* Judicial training and research on EU crimes against environment and maritime pollution, EU Commission & University of Salento, December 6th 2012, Lecce (Italy).

PETIT B., « CHSCT et RSE », colloque sur « Pénibilité, risques psycho-sociaux, risques émergents : le CHSCT face aux nouveaux enjeux », organisé par la DIRECCTE Centre & l'ARACT Centre, le 24 octobre 2012 à Orléans.

PETIT B., *«* Can International law prevent French stammering legislation on environmental and maritime crimes to apply and to develop? The Erika case example (Part 1) *»,* Judicial training and research on EU crimes against environment and maritime pollution, EU Commission & University of Salento, June 26th 2012, Lecce (Italy).

PETIT B., « RSE et handicap dans l'entreprise », conférence sur « le Handicap dans l'entreprise », organisée par les étudiants du M1 DRSEE (UVSQ) le 13 juin 2012.

REBOUL-MAUPIN N., « L'Avant-projet de réforme de Droit des Biens », Intervention au colloque, Université de Lyon III, *décembre 2008*.

REBOUL-MAUPIN N., « Les biens du bioacteur : quelle influence du droit de l'environnement sur le droit des biens ? », *Colloque Montpellier « Le statut du bioacteur »,* 11 et 12 septembre 2008 (à paraître).

REBOUL-MAUPIN N., « La déclaration pour la sauvegarde et la protection juridique de l'environnement Présentation et ouverture de la matinée-débat », Université Versailles-Saint-Quentin en Yvelines, juin 2008 (publication N°spécial LPA, 21 août 2008, n° 168).

SAUPHANOR-BROUILLAUD N., « Rapport de synthèse », in *Le Code de la consommation : 20 ans et après, Approche européenne & nationale,* colloque organisé par l'INC (Institut national de la consommation), le 15 mars 2013,

2.2. Rapports de recherche.

BENABOU V.-L. Rapport sur la gestion collective, CSPLA 2012

BENABOU V.-L. Rapport sur les licences multiterritoriales, CSPLA 2012

CHAGNY M., Rapport intermédiaire GIP-Justice sur « Regards juridiques et économiques sur la réparation des dommages concurrentiels » décembre 2012.

CHAGNY M., *Comparative Private Enforcement and Collective Redress Project, «* Rapport français *»*, présentation orale à Londres (15 septembre 2012) et finalisation du rapport final début 2013

CHAGNY M., *«* Rapport français *»*, Congrès de la Ligue internationale de la concurrence (Bordeaux - septembre 2010), *Dans quels cas et dans quelle mesure les accords ou échanges d'informations sur les prix dans les accords verticaux devraient-ils être interdits par le droit de la concurrence ?*

CLAVEL S., *French National Report on B2B unfair practices in the retail supply chain*, dans le cadre du contrat : *The legal framework business-to-business unfair trading pratices in the retail supply chain* (MARKT /2012/O49/E2/ST/OP, entre College of Europe and the European Commission). 30 juin 2013.

CLAVEL S., Rapport « Interfirm networks in the French wine industry *»,* 2010, publié *in* F. Cafaggi, P. Iamiceli (dir.), *Inter-firm networks in the European Wine Industry*, *EUI WP Law*, 2010, n°19, p. 7-35, aussi publié dans *AAWE (American Association of Wine Economists) Working Paper Business*, janv. 2011, n°77, p. 15-46.2005-2010 , dans le cadre du projet REFGOV (*Reflexive governance in the public interest* ; 6ème PCRD), sous-projet "Corporate governance and Interfirm networks in the wine industry in Europe".

LE FUR A-V., Rapport rédigé en anglais sur la compensation en droit français. Participation au projet de Common Core - Set-off - P. Pichonnaz (édit.), Cambridge University Press, 2009.

SAUPHANOR-BROUILLAUD N., *«* Cohérence européenne des recours collectifs. Réponse à la consultation publique de la commission européenne », SLC, coll. Trans Europe Experts ; vol. 2 : *Rapport spécial en droit des contrats, de la consommation et du commerce électronique*, p. 75 à 132 - en collaboration avec M. Béhar-Touchais, 2012.

2.3. Organisations des colloques

BENABOU V.-L.,

- Conférence internationale : « La vie numérique mode d'emploi. Quelles sont les bonnes règles de droit pour Internet ?" » les 5-6 avril, Cour d'appel de Versailles. 2012

BENARD-XÉMARD, C.,

- Le Saint-Quentin de la Bioéthique consacré au « Désir d'enfant contrarié » en avril 2010, sous la direction scientifique de Clara Bernard-Xémard

- Conférence coorganisée avec le VIP sur « *le prélèvement d'organes post-mortem : regards croisés du droit et de la médecine »*, UVSQ le 15 mars 2012.

- Conférence débat sur Le mariage pour tous, UVSQ avril 2013.

CHAGNY M.,

Direction scientifique de sessions à Ecole nationale de la magistrature de 2009 à 2013: *Contentieux de la rupture des relations commerciales établies* ; F*ixation de dommages-intérêts en matière commerciale* ; *Pratique du droit de la concurrence par les juridictions judiciaires.*

- Colloque "Le droit de la distribution en France et en Europe : questions de concurrence", organisé, le 21novembre 2012, à la maison de l'Europe (publication Revue Lamy de droit des affaires, n°83, juin 2013).

- Colloque « *Pratiques contractuelles et droit de la concurrence* », organisé, le 25 octobre 2010, au tribunal de commerce de Paris (publication des actes à la revue Concurrences n° 1-2011)

- Colloque « *Distribution et internet : quels défis pour le droit de la concurrence ?* », organisé, le 6 octobre 2009, au tribunal de commerce de Paris (publication des actes à la revue Concurrences n° 1-2010)

- Cycle de conférences « *Contrat et Europe* » (2008-2011)

- Colloque « *Le nouveau droit de la concurrence : quel impact sur les relations contractuelles* », organisé le 23 octobre 2008, à l'Ecole des avocats de Versailles

BOURSIER M.E,
- Organisation et Direction scientifique du Colloque « La gestion du risque pénal dans l'entreprise : enjeux d'efficacité économique », Maison du Barreau de Paris, 22 mai 2008.

CLAY T.,

- « L'argent dans l'arbitrage », 27 juin 2013, à la Maison du Barreau, centre Léon Duguit de l'Université d'EVry, Lextenso et l'ordre des avocats du Barreau de Paris. Publication en cours – financement BQR-E)

- « La compétence-compétence à la française. Faut-il toujours donner priorité à l'arbitre », Colloque « Paris, place d'arbitrage », en partenariat avec le Comité français de l'arbitrage, Paris, 4 avril 2012, en cours de publication.

- « L'arbitrage et sa presse », en partenariat avec la revue Paris Journal of International Arbitration, Paris, 18 juin 2010.

- « Le nouveau droit français de l'arbitrage », Paris, 28 février 2011 (publication aux éditions Lextenso.)

CLEMENT-FONTAINE M.,
- Organisation séminaire de clôture du projet ANR CCCP prosodie- Volet juridique, le 27 octobre, Paris. 2012

-

- Avec BENABOU V-L. : Conférence internationale : « La vie numérique mode d'emploi. Quelles sont les bonnes règles de droit pour Internet ?" » les 5-6 avril, Cour d'appel de Versailles. 2012**.**

D'ALTEROCHE B.,
- Organisation avec J. Krynen du colloque « L'Histoire du droit en France. Nouvelles tendances, nouveaux territoires » à la Cour d'appel de Versailles le 28 janvier 2013.

REBOUL-MAUPIN N.,
- Proclamation de la « Déclaration pour la sauvegarde et la protection de l'environnement », Colloque organisé le 3 juin 2008, œuvre collective avec les étudiants.

SAUPHANOR-BROUILLAUD N.,
- Organisation et direction avec C. Aubert De Vincelles du colloque « Les 20 ans du Code de la Consommation » à la Cour de cassation de Paris le 4 juillet 2013.

SERINET A.,
- Organisation et direction scientifique du colloque « La gestion du risque pénal dans l'entreprise : enjeux d'efficacité économique », Maison du Barreau de Paris le 22 mai 2008.

2.4. Appartenance à des groupes de recherche et à des sociétés savantes

BENABOU V.-L.,
- Vice-présidente du groupe français de l'ALAI et membre du Comité exécutif de l'Association internationale.
- membre du Comité éditorial de la revue canadienne Les Cahiers de la Propriété Intellectuelle.
- membre du Comité éditorial La revue belge RTDI (Revue du droit des technologies de l'information).
- Membre du réseau Trans Europe Expert (pôle Propriété intellectuelle et droit du numérique)

CHAGNY M.,
Fonctions de direction

- Rapporteur général adjoint de la Ligue internationale de droit de la concurrence (LIDC) depuis septembre 2011 et Rapporteur général à compter de septembre 2013
- Membre du Comité directeur de l'Association française d'étude de la concurrence (AFEC) - animation (Pratiques commerciales déloyales entre professionnels, Recours collectifs, Quantification des dommages concurrentiels) et participation à des groupes de travail (Détermination des sanctions pécuniaires, Réformes du droit français de la concurrence en 2005 et en 2008, Consultation de la Commission sur les pratiques commerciales déloyales,…)

Participation

- Membre de l'*Academic Society for Competition Law* (ASCOLA) : intervention comme discutant (cf. publications)
- Membre de Trans-Europe-Experts (TEE) : Pôle "Contrats, consommation et commerce électronique" et pôle "Responsabilité civile" : animation et coordination des groupes de travail préparant une réponse au Livre vert sur le droit européen des contrats pour les consommateurs et les entreprises (juillet à décembre 2010), participation à un groupe de réflexion sur le contenu du droit européen des contrats, Interventions au Forum du 1er avril 2011, "Synthèse des travaux sur le livre vert du droit européen des contrats, Cadre commun de référence et instrument optionnel" et au Forum du 31 mars 2010, "L'harmonisation totale du droit de la consommation dans le marché intérieur : amélioration ou dégradation du droit de la consommation en France ? Illustration : les ventes liées à l'épreuve de la directive sur les pratiques commerciales déloyales".
- Membre de l'association Droit et commerce
- Membre de la Société de législation comparée (SLC)
- Membre de l'association Henri Capitant

CLEMENT-FONTAINE M.,

- Responsable scientifique du volet juridique du projet ANR CCCP Prosodie, consacré à l'étude des usages dans les formes de travail collaboratif en ligne 2008-2012
- Membre du projet Bicoop sur la production et les usages des biens informationnels - projet des crédits incitatifs de l'Institut Télécom. 2007-2008
- Membre du réseau Trans Europe Expert (pôle Propriété intellectuelle et droit du numérique)

D'ALTEROCHE B.,

- Membre de l'Institut d'histoire du droit de l'université Panthéon-Assas, Paris II (2000-2012).
- Secrétaire général de l'Association des historiens des facultés de droit.

- Membre de la Société d'Histoire du Droit.
- Membre de l'Académie des Sciences, Belles Lettres et Arts d'Auvergne.

JAULT F.
- Coordinatrice du pôle droit international de TEE.

NEYRET L.,
- Direction avec le prof. Gilles J. Martin d'un groupe interdisciplinaire (juristes, économistes, biologistes), SciencesPo Paris, 2009.
- Groupe de recherche européen sur la responsabilité civile et l'assurance (GRERCA), 2008.

PETIT B.,
- Co-fondateur et co-directeur de l'ODERSE (Observatoire « Droit, Ethique & RSE ») au sein du Laboratoire DANTE (UVSQ) en mai 2012

3. PRODUITS A DESTINATION DU MONDE SOCIAL

3.1. Expertises juridiques et expériences normatives

CHAGNY M.,
Commission d'examen des pratiques commerciales :
- Membre de la Commission depuis fin janvier 2013 (nommé au titre des personnalités qualifiées) antérieurement, Rapporteur à la Commission d'examen des pratiques commerciales depuis 2004.
- Membre du Comité scientifique constitué pour l'examen des décisions rendues par les juridictions judiciaires en application des dispositions du titre IV du Livre IV du Code de commerce, depuis 2007.

Participation aux travaux normatifs :
- Audition parlementaire par les rapporteurs du projet de loi consommation (mai 2013) et Audition par la Commission Hagelsteen en février 2008.
- Membre d'un groupe de réflexion sur le droit de la concurrence constitué par le Ministère de l'économie (DGCCRF) depuis novembre 2011 (contrôle des concentrations, politique de concurrence).
- Participation en 2008 aux travaux de préparation du projet de loi de modernisation de l'économie dans le cadre des activités de la Commission d'examen des pratiques commerciales (propositions dans le rapport d'activité de la Commission).

NEYRET L.,
- Membre de la Commission Environnement du Club des juristes, Y. Aguila (dir.).
- Expert auprès de la Commission Droit et Politiques environnementales du Comité français de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN).
- Coordinateur de la Clinique du droit de l'environnement de l'Université de Versailles Saint-Quentin.
- Personnalité qualifiée auprès de la Commission Régionale de Conciliation et d'Indemnisation des accidents médicaux (CRCI) de Paris-Île de France.

SAUPHANOR-BROUILLAUD N.,
Expert consulté par la direction des affaires civiles et du sceau (ministère de la justice) et par la DGCCRF (ministère de l'économie) pour la transposition de la directive 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 relative aux droits des consommateurs, et la préparation du projet de loi sur les droits des consommateurs. Depuis octobre 2012.

Expert au sein de l'équipe Contrats du réseau européen, Trans Europe Experts (Depuis 2010) :
- Rédaction et publication en collaboration avec M. Béhar-Touchais de la Réponse à la consultation publique de la commission européenne sur la Cohérence européenne des recours collectifs. Publication : SLC, coll. Trans Europe Experts ; vol. 2 : *Rapport spécial en droit des*

contrats, de la consommation et du commerce électronique, p. 75 à 132, en collaboration avec M. Béhar-Touchais.

3.2. Espaces numériques (blog, site, base de données, revues en ligne avec comité scientifique)

BENABOU V.-L.,

- Directrice éditoriale du site Juriscom
- « Copie privée : La Cour de Justice prend en main la notion de ”compensation équitable” ou rien ne change mais tout change » http://www.juriscom.net/uni/visu.php?ID=1265

CLAVEL S.,
Site Unalex (le portail du droit international) (www.unalex-workshop.eu; accès restreint), Collectif, Commentaire du règlement « Bruxelles 1 », 2013 (*ouvrage papier à paraître Lextenso, 2013)* :

- R. Hausmann, S. Clavel, « Article 1 » (61 pages word)
- P. Hausmann, S. Clavel « Article 23 » (112 pages word).

CHAGNY M., « De l’abus de la relation de dépendance au déséquilibre significatif », Concurrences n° 2-2011 (revue en ligne)

CHAGNY M., « Restrictions à la compétence matérielle des juridictions judiciaires et droit de la concurrence », Procédures, avril 2011.

CHAGNY M., « Pratiques contractuelles et droit de la concurrence – Rapport préliminaire », Concurrences 1-2011 (revue en ligne).

CHAGNY M., « Distribution exclusive et sélective à l’épreuve de la vente en ligne … et des nouvelles règles applicables aux restrictions verticales », *in Distribution et Internet : bilan et perspectives*, Colloque AFEC du 10 décembre 2010, Concurrences n° 4-2010 (revue en ligne).

CHAGNY M., « Distribution, Internet et le juge de droit commun », *in Distribution et internet : quels défis pour le droit de la concurrence ?* », Concurrences, n° 1- 2010 (revue en ligne).

CHAGNY M., « Les mesures transitoires de la LME », Concurrences, n° 3-2009 (revue en ligne).

CONTRATS INSTITUTIONNELS ET FINANCEMENT PUBLIC
(par thème)

Thème : « Contrats et marché » (actuellement « contrats, concurrence et marché »)

- GIP Justice, qui sont respectivement consacrés, en droit de la concurrence, aux « Regards juridiques et économiques sur la réparation privée et publique des dommages concurrentiels » (2011-2014).

Thème : « Droit et technique » (actuellement « Droit de la propriété intellectuelle et des techniques »)

- ANR LISE (ANR-07-SESU-007-05), thématique « Dommage et technique » (2008-2011)
- ANR CCCP — Prosodie (ANR-AA-PPPP-00), thématique « organisation juridique du partage des ressources » (2008-3012).
- Lidex, Institut de l'interaction entre la science, l'innovation et la société (ISIS), thématique diffusion ouverte de la production scientifique privée et publique (2013-2014)
- Peps CNRS-Idex Paris-Saclay, thématique « Privacy » (2013_2014)
- Peps CNRS-Idex Paris-Saclay, thématique « Analyse juridique de la mobilité automatisé » (2013-2014)
- GIP l'Ecocide (2013-2014)

Thème traversal :

- Lidex, Institut de l'interaction entre la science, l'innovation et la société (ISIS), thématique expertise (2013-2014)